# NEOSTALINISME
## AUX COULEURS DE LA FRANCE

# OU UNION DE LA GAUCHE ?

*Parti socialiste - Formation - 6 F*

Coll. Fondation Jean-Jaurès

CHAQUE MOIS

# la nouvelle revue SOCIALISTE

publie un débat sur un thème d'actualité en discussion au sein du Parti socialiste. Elle entretient sur les autres questions une réflexion permanente dont tout militant doit être informé.

Directeur politique : François Mitterrand
Directeur politique adjoint : Lionel Jospin
Rédacteur en chef : Maurice Benassayag

Abonnement

- Normal, un an ..... 100 F
- De soutien, un an ..... 150 F
- Etranger, un an ..... 140 F
- Jeune (moins de 25 ans), un an . 85 F

La Nouvelle Revue Socialiste,
12, cité Malesherbes, 75009 Paris
Tél. : 878-40-73 - C.C.P. : Paris 54.62.27

Coll. Fondation Jean Jaurès

# NEOSTALINISME AUX COULEURS DE LA FRANCE

# OU UNION DE LA GAUCHE ?

Coll. Fondation Jean-Jaurès

# AVANT-PROPOS

Un quart de siècle après la mort de Staline, son spectre continue de hanter le mouvement ouvrier. Ces derniers mois nous l'ont appris.

Que s'est-il passé en effet ? Depuis 1975 ou 1976 la Gauche était majoritaire en France — confortablement majoritaire. Ses succès aux Cantonales et aux Municipales ne s'expliquent pas fortuitement.

Qu'a-t-on vu ? Cette majorité, à partir de l'été 1977, s'est progressivement et souterrainement érodée, parce que la Gauche a perdu de sa crédibilité — au point que, finalement, la Droite a été miraculeusement reconduite — et l'on devrait savoir en France l'usage qu'elle sait faire des « divines surprises ».

Pourquoi cette érosion ? Parce que les quelques centaines de milliers d'hésitants qui font et défont les majorités électorales ont refusé, au dernier moment, de confier le chariot français à un attelage tirant manifestement à hue et à dia. C'est une réaction — pourquoi le nier ? — compréhensible, étant donné ce qu'était l'attitude quotidienne du Parti communiste.

Tout le reste — caractère trop exclusivement « quantitatif » et pas assez « qualitatif » de la campagne, négligence à l'égard des sensibilités réputées « marginales » (femmes, jeunes, écologistes), usage d'un langage trop traditionnel, etc. — tout le reste comporte probablement une part de vérité, mais demeure dans le fond assez accessoire.

Le problème est de savoir pourquoi la « troïka » de l'Union de la Gauche s'est à un moment donné divisée, puis déchirée.

Des contradictions, il y en a toujours eu au sein du mouvement ouvrier et socialiste. Celles qui sont nées en 1920 n'ont fait en partie que reprendre en les remodelant des clivages théoriques et pratiques plus anciens.

Mais il y a bien *une leçon* que toute l'histoire de ce mouvement depuis cent ans nous enseigne, c'est qu'il n'a jamais progressé que *dans l'unité*, et que celle-ci requiert une condition préalable : que les organisations de gauche ne traitent

pas les contradictions qui les opposent les unes aux autres de la même manière que les contradictions entre la Gauche et la Droite, entre le front de classe et le bloc capitaliste.

Il ne s'agit pas de nier ou de minimiser les oppositions qui ont surgi voici un an entre le P.S. et le P.C.F. sur divers points. Si regrettable qu'il eût été, un simple constat des divergences, assorti de la volonté affichée d'en venir à bout par la discussion, n'aurait pas empêché la victoire de la Gauche. Or « un pas en avant réel est préférable à cent programmes ».

Mais la direction du P.C.F. a — et a seule — transformé un légitime débat en un combat douteux. Comme ce n'est pas la première fois que cela lui arrive — et même si les socialistes n'ont pas la prétention d'avoir toujours été blancs comme neige dans le passé — un tel changement de cap tient évidemment à une conception de l'action politique profondément ancrée dans les idées et les méthodes du P.C.F. : le stalinisme.

*Un stalinisme, certes, à visage humain.* Ce n'est rien de dire que, depuis les années 50, le P.C.F. a beaucoup changé. Le fait est que, contrairement à ce que nous avions pu penser, il n'a pas — pas encore, espérons-le — changé fondamentalement.

Ce stalinisme reste en dernière analyse complètement étranger aux implications inévitables de l'Union de la Gauche. C'est pourquoi il s'efforce de la tuer.

C'est en restant fidèles à l'union des forces populaires, à l'Union de la Gauche qui en est la traduction politique et à toutes ses implications dans leur pratique militante quotidienne, que les socialistes contribueront, avec les communistes conscients, à éliminer le stalinisme — et à permettre au Parti communiste de jouer pleinement son rôle.

La présente brochure n'a pas d'autre raison d'être que de faciliter leur travail.

Gérard DELFAU
Secrétaire national adjoint
chargé de la Formation

Colette AUDRY
Déléguée générale
à la Formation (publications)

Cette brochure a été écrite par Colette Audry avec la collaboration de Jean-Pierre Moulins pour le deuxième chapitre. Elle a été revue par Gérard Legrand et Christiane Grémillon, qui en a assuré le secrétariat de rédaction.

# AVERTISSEMENT

L'Union de la Gauche a subi un revers grave. Ce revers toutefois n'est comparable ni à ce que serait un écrasement du mouvement ni même au type de défaite qu'il avait pu connaître en juin 1968 par exemple quand, par suite de l'absence d'un véritable relais à la politique gaulliste, la Droite s'est trouvée en mesure de retourner la situation à son profit et de conserver le pouvoir en jouant d'un côté sur la panique des petits et moyens possédants, de l'autre sur la confiance insuffisante de l'opinion dans les partis de gauche.

Cette fois, l'alternative de gauche existait. L'échec de la Gauche a pu être justement caractérisé comme un *manque à gagner de dernière heure*. Ainsi ces franges de l'électorat qui pouvaient lui assurer la majorité, qui étaient prêtes à basculer en faveur du Programme commun, qui avaient commencé à le faire lors des élections cantonales de 1976 et municipales de 1977, sont demeurées en retrait. Pour qu'elles soient entraînées à voter à gauche dans des élections de caractère national dont tout le monde savait bien qu'elles changeraient la vie du pays, il aurait fallu que l'élan populaire suscité en 1972, et qui n'avait cessé de grandir, se confirme encore dans les dernières semaines. Or il a été freiné par le spectacle de la désunion des deux grands partis.

Les forces de gauche demeurent pour l'essentiel inentamées. Mais, afin de reprendre leur marche en avant, il leur faut à présent tirer les leçons de l'expérience sévère qu'elles viennent de vivre. Tout a commencé à bouger en France à partir du moment où elles s'étaient rassemblées. Les électeurs de gauche ont compris que les choses ne pouvaient changer dans le pays qu'à partir du moment où leurs formations s'unissaient pour gouverner ensemble et pour

promouvoir de décisives réformes sociales. Il leur reste maintenant à évaluer ce que cette première Union de la Gauche présentait encore d'incomplet et d'insuffisant.

Le moment actuel est celui de la détermination des responsabilités.

Certes, l'échec d'une entreprise commune peut toujours être imputé à tous les alliés : nul n'est parfait, nul n'est exempt de faiblesses et d'erreurs, mais entre une erreur et une faute déterminante il y a une marge qu'on ne saurait effacer, sous peine de se condamner à ne rien comprendre. Quand la dernière phase de l'union a été durement conflictuelle, quand l'un des partenaires a accusé l'autre sans relâche de vices graves, de tares et de trahisons que ce dernier s'est refusé jusqu'au bout à reconnaître, *il faut que l'un des deux ait raison fondamentalement* et l'autre tort. L'un des deux porte nécessairement la responsabilité historique de la défaite. Et la possibilité de se prémunir ultérieurement contre les mêmes fautes de parcours, la possibilité de progresser de nouveau dépendent de la capacité de distinguer le principal du secondaire. Sans cette nécessaire clarification, on retombera dans les mêmes échecs.

Cette brochure, qui expose la position du P.S. sur la question, a d'abord pour objet de nourrir la réflexion de ses propres militants dont un certain nombre s'interrogent, ne peuvent pas ne pas s'interroger, même après avoir remarquablement soutenu le choc des accusations, sur tout ce qui leur est reproché. Mais, par delà les militants, elle devrait atteindre des cercles plus larges, c'est-à-dire aider les électeurs de gauche à comprendre que le combat qu'est l'union continue et que ce combat a aujourd'hui pour enjeu l'appréciation qu'ils porteront sur ce qui vient de se passer.

Durant toute la période qui a précédé les élections, en butte au déchaînement quotidien des attaques de « l'Humanité » depuis le 22 septembre 1977, le Parti socialiste s'est imposé un devoir de réserve. Engagé dans la stratégie qu'il avait définie et adoptée en 1971 à Epinay, et qui exigeait à la fois la rupture de toute alliance centriste et la participation loyale au rassemblement de toutes les forces de gauche, il se devait d'appliquer indéfectiblement cette ligne. A partir d'Epinay, tous les accords qu'il a passés ont été des accords à gauche. Et, quand il a été injustement agressé, en octobre 1974 d'abord, puis en août 1975, enfin à partir de l'été 1977, il s'est interdit les procédés qui auraient pu envenimer la querelle. Il n'a répliqué qu'aux mensonges les plus flagrants. Il s'est efforcé, par la modération de son argumentation, de ne pas aggraver la déchirure de la Gauche, le désarroi des électeurs de gauche, et de ne jamais prêter le flanc, en ce qui le concernait, à l'argument de la Droite selon lequel les deux grands partis seraient incapables de gouverner ensemble. Or, cette ligne de conduite le plaçait en pos-

ture délicate, car ses détracteurs des deux bords en ont maintes fois profité pour revenir à la charge et pour conjuguer leurs attaques. Mais il se devait de garder ses nerfs et il a eu raison de le faire : les résultats ont montré qu'il est apparu ainsi comme celui qui demeurait fidèle à l'esprit unitaire, quoi qu'il pût lui en coûter.

S'il n'a pas pu gagner à lui l'opinion autant qu'on pouvait s'y attendre quelques mois plus tôt, si son essor a été entravé, il n'en est pas moins devenu aujourd'hui le premier parti de France.

*
* *

Maintenant, le devoir est d'exposer toute la vérité. La vérité est qu'au lendemain des élections municipales de 1977, la Gauche était quasiment assurée de remporter la victoire aux législatives de 1978. Le Parti communiste a sacrifié cette victoire qui aurait été celle du peuple français tout entier aux impératifs particuliers qui étaient les siens.

Les travailleurs ont le droit de savoir et de comprendre à la suite de quoi, comment et pourquoi ils se retrouvent aujourd'hui — face à une augmentation du chômage et de l'inflation que le pouvoir en place n'a plus besoin de camoufler — en train de négocier, par l'intermédiaire de leurs syndicats, avec le même gouvernement qu'hier, de petites améliorations à leur sort, alors qu'ils avaient espéré non seulement des changements importants de leur situation matérielle et de leur mode de vie, mais aussi la conquête de pouvoirs importants sur leurs conditions de travail, sur l'organisation de leur travail, sur les orientations politiques du pays tout entier.

Sous couleur de ce qu'ils appelaient « un débat politique démocratique au grand jour », les dirigeants du P.C. ont accumulé contre leur partenaire, soupçons, procès d'intention, calomnies et contre-vérités. Ils n'ont pas hésité à reprendre à leur compte certaines insinuations et attaques de la Droite contre le P.S., dans le même temps que celle-ci était trop heureuse de pouvoir reprendre à son tour les accusations communistes en proclamant : « Le P.C. a bien raison ». En frappant le P.S., c'est l'Union de la Gauche que les communistes ont ainsi blessée.

Les travailleurs doivent se rendre compte que ce déchaînement d'attaques a été le contraire d'un débat démocratique. Le Parti socialiste a donc résolu de mener une grande campagne d'explication, c'est-à-dire de fournir les informations, les faits et les arguments susceptibles de lancer et d'alimenter *un débat démocratique digne de ce nom.*

C'est au travers d'un tel débat, par l'échange des idées, la comparaison des expériences et des positions, *jamais par des affirmations injurieuses assénées sans preuve* que l'Union de la Gauche peut reprendre vigueur et progresser à nouveau sur des bases saines. L'Union des forces populaires demeure la stratégie du Parti socialiste. D'une façon ou de l'autre, elle implique une Union de la Gauche. C'est à quoi le Parti entend, aujourd'hui comme hier, consacrer ses efforts.

■

Coll. Fondation Jean-Jaurès

## CHAPITRE PREMIER

# QUELQUES REFLEXIONS PREALABLES

Les remarques ci-après constituent une introduction qui a paru nécessaire à l'analyse qui suivra. Certaines d'entre elles sont de simples rappels historiques. D'autres sont des vérités élémentaires qui doivent servir à ne pas perdre de vue l'essentiel, faute de quoi on se condamnerait à ne rien comprendre à toute une histoire passée mais surtout à l'histoire récente que nous venons de vivre et à l'actualité qui la prolonge.

***

Dans la série de ses articles du *Monde*, parus entre le 13 et le 15 avril 1978, Jean Elleinstein affirme très justement que « *la forme du combat pour l'union doit être le débat* », signifiant par là que l'émulation entre deux partis alliés, la lutte d'influence qui les oppose normalement et — peut-on dire — sainement devant l'opinion, ne doit pas prendre la forme d'une guerre. Et Elleinstein ajoute à ce propos : « Il me semble qu'en 1974 déjà — lors du XXI[e] Congrès (1) — et depuis l'été 1977 l'on a pris le mot *combat* au sens propre du terme et fait parfois de l'*antisocialisme primaire* — au sens propre, c'est-à-dire au sens belliqueux et militaire du terme ». Plus loin, il dit encore : « Nous avons plus manié l'anathème que nous n'avons engagé le débat avec les socialistes ». Le débat est une

(1) Congrès tenu à la mi-octobre 1974, après 6 élections législatives qui enregistraient les progrès remarquables du P.S. et qui ont donné le signal des premières attaques du P.C. contre lui.

explication qui permet à chacun d'exposer sa propre doctrine et de critiquer celle du partenaire au moyen d'arguments et de preuves effectivement fournies. Il ne se mène pas à coup d'affirmations pures et simples ; ce ne peut être en aucun cas un échange d'attaques sans preuves.

Un débat n'est pas non plus une *négociation*, en ce sens qu'il ne vise pas à se conclure par un accord concret où chacun est amené à faire à l'autre des concessions sur ses objectifs initiaux, du type de l'accord de 1972 sur le Programme commun. Un débat est une confrontation de positions, d'appréciations, d'idées et de projets à partir de thèses et d'expériences différentes. S'il n'aboutit pas à une entente, c'est aux témoins qu'il revient, pour finir, de trancher, c'est-à-dire au public. Mais il reste qu'à l'issue d'un débat honnêtement conduit, les deux interlocuteurs se connaissent mieux et que certains points de rapprochement ont pu être repérés.

Socialistes et communistes n'ignoraient pas, quand ils ont signé le Programme commun de Gouvernement, que les clivages développés depuis 1920 n'avaient pas disparu comme par enchantement. Les uns et les autres savaient bien qu'ils réapparaîtraient avec plus ou moins d'acuité au gré de la conjonture. Mais les socialistes, au lieu de chercher à réduire ces clivages par une discussion de prime abord théorique et générale, estimaient qu'il valait mieux commencer par *agir* ensemble, le plus longtemps et le plus unitairement possible. Ils comptaient qu'en s'engageant côte à côte sur un programme de législature négocié en commun, en vue de gouverner ensemble, et qu'en fortifiant ce premier rapprochement par des contacts multiples à tous les échelons, par des campagnes menées sur les mêmes objectifs, par des batailles électorales (sur des listes communes dans certaines circonstances, et avec désistements réciproques toujours), les deux partis en viendraient à faire des pas l'un vers l'autre, à combler peu à peu le fossé creusé en 1920, bref à changer l'un et l'autre au travers de l'action commune.

## Les nécessaires changements réciproques

Un tel changement exigeait de chaque parti une répudiation des erreurs politiques les plus graves du passé : en gros la pratique de l'alliance au centre pour le P.S., la pratique sectaire du stalinisme pour le P.C. *C'était là le pari d'Epinay.*

Les socialistes étaient conscients que c'était à eux de faire le premier pas, étant donné que le Parti communiste était déjà demandeur de l'Union depuis trois ans au moins (2). La preuve du

(2) Manifeste de Champigny, « Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste », Editions sociales, 1968.

changement devait être apportée d'abord par eux. Le choix d'Epinay, choix d'une stratégie de rupture avec le capitalisme et choix de l'alliance à gauche, a signifié ce premier changement. Et c'est pourquoi ceux qui ont fondé le parti d'Epinay ont estimé qu'ils créaient un *nouveau* Parti socialiste. *Ils affirmaient leur volonté résolue de changement.* Restait à faire passer cette volonté dans les faits : la signature du Programme commun en 1972, les campagnes menées sur ce programme, la renonciation à toute coalition électorale avec des formations centristes ou de droite, la constitution de listes communes avec le P.C. dans l'immense majorité des villes de plus de 30 000 habitants ont été autant d'actes par lesquels le P.S. *a mis sa pratique en accord avec ses déclarations.*

Quant au changement du P.C., qui ne pouvait intervenir que dans un second temps, il s'est effectivement amorcé :

— par la reconnaissance, formulée à maintes reprises, du pluralisme et de l'égalité à part entière des formations de l'Union de la Gauche, dans l'alliance d'abord et dans le futur gouvernement ;

— par l'acceptation de l'alternance au pouvoir sous la sanction du suffrage universel, qui figure dans le texte du Programme commun ;

— par une certaine mise à jour de la doctrine (renonciation à la dictature du prolétariat) au XXII[e] Congrès ;

— par le développement de la critique sur l'absence de libertés en U.R.S.S., c'est-à-dire par *un début de remise en cause du modèle soviétique.*

Toutefois ce changement a affecté *des prises de position bien plus qu'une pratique.* A partir du moment, en particulier, où il est apparu que les progrès de l'Union de la Gauche profitaient surtout au P.S., et où celui-ci était en passe de devancer le P.C. dans le corps électoral (automne 1974), ce dernier a commencé à se durcir pour en arriver, dans la dernière période qui s'étend du début de l'été 1977 au premier tour des élections législatives de 1978 à un comportement analogue à celui qu'il avait pu avoir dans les années 1928-1934. Comportement qui allait ébranler durement la confiance en l'Union de la Gauche et permettre pour finir à la Droite de conserver le pouvoir.

Cela ne signifie pas du tout que la stratégie unitaire était une erreur. Nous répétons, et nous aurons l'occasion de répéter, qu'il n'en existe pas d'autre pour établir un autre rapport de forces dans le pays. Les succès croissants qu'elle a remportés tant qu'elle s'est maintenue sans graves accrocs (c'est-à-dire même après la première polémique inaugurée par le P.C. en 1974) en fournissent la preuve. Cela signifie en revanche que le changement du P.C. est plus lent que prévu à intervenir. Quand il s'agit d'adopter une

stratégie, on est bien maître de son choix, on n'est pas maître pour autant des délais dans lesquels cette stratégie portera ses fruits.

Mais ce qu'on peut affirmer, c'est que la fermentation qui s'étend, à l'heure où nous écrivons, dans les rangs du Parti communiste — fermentation qui n'est peut-être qu'une étape, qui sera peut-être suivie de reculs — est elle-même la conséquence directe de la stratégie unitaire, des espoirs qu'elle avait fait naître, ainsi que de la nature des obstacles qu'elle a trouvés sur son chemin et qui l'ont fait échouer si près du but.

Pour que le P.C. s'interroge sur lui-même, *il fallait sans doute cela*. Il fallait que les militants communistes en viennent à se demander, *sous le choc d'une expérience historique*, si la politique menée par la direction de leur parti n'avait pas été contraire à l'esprit d'une stratégie unitaire.

## Ce qui nous a manqué

Dans ces conditions, pour que l'Union de la Gauche remporte la majorité des sièges à l'Assemblée, il était nécessaire que les progrès du P.S. (seul parti à avoir *effectivement* progressé sur le plan électoral) soient plus considérables encore qu'ils ne l'ont été. Les attaques de la Droite, dirigées en priorité contre lui, n'ont jamais entravé sérieusement son essor. Mais ce que la Droite n'avait pu faire, la violence et l'acharnement de la campagne du P.C., menée avec d'énormes moyens, l'ont obtenu. Ainsi que devait le constater avec satisfaction Charles Fiterman dans le rapport qu'il a prononcé au lendemain des élections : le Parti socialiste a progressé, mais ses progrès sont limités.

Certes, les militants socialistes ont tenu sous le choc et leur volonté unitaire n'a pas été ébranlée. Mais, pour que la direction du P.C. perde *complètement son propre pari, qui était d'affaiblir le P.S. ou, à défaut, d'arrêter sa croissance*, pour que le P.S. gagne à l'Union de la Gauche dans les dernières semaines les franges d'électeurs encore hésitants qui auraient fait pencher la balance, il aurait fallu sans doute que fussent plus avancés, sinon pleinement accomplis, tous les changements qu'il avait entrepris en ce qui le concerne. Les changements *décisifs* (choix d'une politique de rupture, choix de l'alliance à gauche et *fidélité à cette ligne*), il les avait opérés. Mais l'implantation dans les entreprises *qui devait en découler* pour faire de lui, *aux yeux des masses travailleuses, le parti de cette politique*, cette implantation (qui n'est pas en elle-même une panacée) n'en était encore qu'à ses débuts. Si la présence et l'activité du Parti avaient été plus fortes sur les lieux de travail, la

campagne du Parti communiste se serait heurtée à une opposition plus résolue dans des secteurs déterminants. Le P.S., depuis sa naissance, n'a cessé de réaffirmer sa volonté d'implantation dans les entreprises. Mais il s'agit là d'une œuvre de longue haleine. En partie parce que la création de groupes et sections d'entreprise exigeait un travail militant difficile, qui se heurtait non seulement à la répression patronale mais encore, à partir de l'hiver 1974-1975 à l'opposition du P.C. (3) ; en partie aussi parce que cette création n'a pas été assez prise en charge par tout le Parti, le temps très bref que lui restait pour le mener à bien s'est avéré insuffisant. *Mais ce genre de faute, on le voit, relève des insuffisances d'un parti jeune, encore en voie de construction.* On ne doit pas oublier que le parti d'Epinay a dû se construire lui-même, en même temps qu'il travaillait à réaliser l'Union de la Gauche, *il ne s'agit pas là d'une faute dans l'orientation politique.*

La seconde faiblesse, et qui tient, elle aussi, à l'insuffisante maturité du P.S. — plus particulièrement au brassage encore incomplet des éléments très divers qui l'ont constitué — concerne le fonctionnement du parti quant à l'articulation entre la liberté d'expression à l'intérieur et la discipline dans l'action. Le P.S. se veut un parti pluraliste et démocratique. Il reconnaît donc le droit à l'existence des courants dans son sein. Cela signifie nécessairement que, sur la plupart des grandes questions, s'exprimeront des positions divergentes ; que ceux, quels qu'ils soient, qui défendent les unes ou les autres font partie de plein droit de la famille socialiste, mais aussi que c'est la majorité qui tranche et que la décision majoritaire devient alors la loi du parti. Mais il reste que la volonté de puissance des courants, leur tendance au fractionnisme et à un comportement monolithique conduisent trop souvent certains de leurs représentants à combattre publiquement la ligne du parti après qu'elle a été adoptée.

Il s'agit là, cette fois, d'une difficulté interne qui n'a pas encore été surmontée et qui peut engendrer une faiblesse grave. L'avenir du parti dépend de la façon dont la grande majorité des militants saura en prendre conscience et imposer sa volonté de la surmonter. Mais il faut comprendre aussi que c'est là la difficulté inhérente à l'édification d'un parti *qui se veut réellement socialiste*. Nombre de militants de fraîche date, qui sont entrés au P.S. portés par le grand élan unitaire de 1972-1974 s'insurgent aujourd'hui contre « les tendances » et vont jusqu'à affirmer « qu'on n'en veut plus ». Pour assurer la démocratie de l'organisation, il suffit, leur semble-t-il, que la liberté d'expression de chaque militant soit respectée dans les sections. Or cela ne suffit pas. Un débat qui se limite à chaque organe de base — les sections socialistes en l'occurrence — de

(3) Voir les déclarations de Jean Colpin à cette époque.

façon cloisonnée, sans répercussion publique *n'est pas* un débat, car il est contrôlé de pied en cap par l'appareil de l'organisation qu'il concerne. Il n'y a de débat de masse démocratique que public, et il implique l'existence de courants de pensée. La possibilité de ces derniers n'est que la garantie de l'existence d'un débat démocratique. Dans un parti démocratique, non seulement il est normal qu'il y ait une majorité et une minorité, mais la majorité elle-même ne peut être monolithique.

Et vouloir un parti monolithique revient à céder à la pression idéologique du Parti communiste. Que fait la direction du P.C.F. quand elle reproche aux animateurs de tel ou tel sous-courant du P.S. des opinions qu'ils ont publiées, mais qui, n'ayant pas été avalisées par un organisme dirigeant du Parti socialiste, ne sauraient traduire la position de ce dernier ? Elle projette très précisément sur le P.S. le modèle de fonctionnement qui existe — ou qu'elle impose ? — au P.C.F. Il n'y a pas de débat public au sein du P.C.F., sauf à la veille des congrès. Donc il n'y a pas lieu que se déroule au sein du P.S. un débat public. La direction communiste refuse en somme au P.S. le droit de s'organiser à sa guise, c'est-à-dire d'être, comme il l'entend, démocratique et pluraliste.

## Deux questions de fond

On aura l'occasion, dans les chapitres qui suivent, de démontrer le mal fondé des accusations portées par les dirigeants du P.C. contre le P.S. et qui se ramènent toutes à la conviction que le Parti socialiste est, demeure et demeurera toujours un parti social-démocrate, c'est-à-dire selon eux réformiste, voué à la collaboration de classe et traître pour finir à la cause des travailleurs. Mais avant même d'aborder cette démonstration et *à supposer que le Parti communiste ait raison* et que le Parti socialiste ait effectivement dérivé, qu'il ait viré à droite dans la dernière période, deux questions sont à soumettre à la réflexion des militants socialistes, deux questions qu'ils pourront eux-mêmes poser à leurs camarades communistes.

*Première question* : comment se peut-il qu'un parti aussi nombreux (il annonce plus de 600 000 membres), aussi organisé — et d'aussi longue date — un parti lié à la plus grande centrale syndicale, bref un parti aussi puissant, n'ait pas fait confiance à la capacité et au dynamisme de ses militants, n'ait pas tablé non plus sur l'élan des masses au lendemain d'une victoire de la Gauche ? Ne devait-il pas estimer qu'il avait les chances de son côté pour entraîner, voire ramener le P.S. « dans la bonne voie » ? Pourquoi *a-t-il*

*eu peur à l'avance* de ce qui pourrait arriver après l'accès au pouvoir de la Gauche et a-t-il tout fait pour communiquer aux travailleurs cette peur ?

*La deuxième question* est étroitement liée à la précédente. Elle découle de la remarque d'une militante communiste (4) : « La dénonciation des « trahisons » de la social-démocratie — écrit celle-ci — quand l'heure est au travail dans les masses pour gagner une large majorité, immobilise les forces qui devraient chercher appui dans le peuple ».

(4) Sandra Salomon. *Le Monde*, 11 octobre 1977.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

## CHAPITRE II

# SOIXANTE ANNEES DE SEPARATION

Quand, dans la journée du 1er janvier 1921, les délégués au Congrès de Tours regagnèrent leurs départements respectifs, les circonstances qui les avaient amenés à prendre les graves décisions qu'ils venaient de prendre étaient déjà caduques, mais ils ne le savaient pas.

A l'origine des scissions qui affectèrent tous les partis socialistes européens entre fin 1918 et début 1921, il y avait en effet le sentiment, profondément ancré chez tous les leaders bolcheviks, que la révolution prolétarienne était imminente en Europe. Prompts à généraliser les méthodes qui leur avaient réussi, ils pensaient qu'il faudrait, pour exploiter convenablement les situations qui naîtraient ça et là, une avant-garde organisée à la manière bolchevik, une véritable armée, internationale de surcroît, prête au travail clandestin (1). Il leur semblait donc urgent de se débarrasser de tous les mous, les hésitants, les humanistes (etc.), peu aptes à ce genre d'opération. D'où les scissions, dont Tours fut l'une des dernières.

Il n'est pas sûr cependant — tant s'en faut — qu'en France même, ce sentiment de l'imminence d'une révolution européenne ait été largement partagé. Les résultats des élections de mai 1919, l'échec des grèves qui les suivirent avaient ébranlé beaucoup de militants ouvriers et socialistes. En revanche, les thèmes qui firent pencher la balance en faveur des « bolcheviks » furent essentielle-

(1) Voir le texte, lumineux en lui-même, des 21 conditions. Cf. Léon Blum, *Discours de Tours*, brochure du Secrétariat National à la Formation.

ment internes au parti. Les horreurs du front avaient dessillé bien des yeux sur les réalités de la guerre impérialiste et l'on reprochait aux dirigeants de la S.F.I.O. de s'être longtemps compromis, au sein d'un gouvernement d'Union sacrée, avec les fauteurs et les profiteurs de guerre. A cela il faut ajouter que le parti s'était beaucoup renouvelé — ne serait-ce que parce que nombre des siens étaient morts au combat — beaucoup rajeuni, et qu'un fort courant « basiste » aspirait confusément à un parti « de type nouveau », débarrassé des compromissions avec le « parlementarisme » : résurgence, en pleine S.F.I.O., d'un vieux réflexe anarcho-syndicaliste. Rien de plus significatif à cet égard que de repérer les passages où Blum fut interrompu lors du Congrès de Tours : tous ont trait au fonctionnement du parti ou au problème militaire.

En revanche, il faut noter que la solidarité avec la révolution russe ne faisait pas problème depuis que le courant Longuet (2), en juillet 1918, avait pris la direction du parti. Tout au plus, l'extrême gauche socialiste prônait-elle, en paroles au moins, une solidarité inconditionnelle.

## La « bolchévisation » du P.C. français

Ces circonstances et ces thèmes, doublés des injonctions de la IIIe Internationale, devaient amener la scission et la provoquèrent. Mais dans les faits, au moment même où celle-ci se déroulait, toutes les cartes étaient en pleine redistribution, sans que personne s'en avisât.

C'est ainsi que la « collaboration » reprochée à maints dirigeants du Parti unifié était depuis longtemps dépassée. Passé à l'opposition dès septembre 1917, le parti y avait été durablement maintenu par les élections de mai 1919. Il entreprenait une traversée du désert où les critiques sur les « compromissions de classe » tomberaient à plat.

En même temps, et surtout, la perspective de révolutions en chaîne à la manière bolchevik s'évanouissait dans le paysage politique européen. Les diverses tentatives faites ça et là (Allemagne, Hongrie, Italie du Nord) avaient échoué, le plus souvent tragiquement. Il fallait bien se résoudre à la réalité et au repli sur la seule U.R.S.S., ce pays « à demi-barbare et incroyablement asiatique » (Lénine). Cela allait être, en U.R.S.S. même, l'objet apparent d'un débat entre Trotski (« La révolution permanente ») et Staline (« Le socialisme dans un seul pays »). Mais les partis communistes euro-

(2) C'est-à-dire le centre du Parti, encore appelé les « Reconstructeurs » (Comité pour la Reconstruction de l'Internationale). Cf. Discours de Tours.

péens, qui voulaient en principe être les « avant-gardes » pour la guerre civile toute proche se trouvèrent confrontés à un problème de reconversion, ainsi que la IIIe Internationale elle-même.

Pour la majorité des dirigeants bolcheviks l'U.R.S.S. fut désormais considérée comme une « citadelle assiégée », assaillie de toutes parts par un environnement hostile ou réservé. D'où la nécessité d'employer tous les moyens disponibles pour gagner quelque espace. Or l'Internationale en était un, dans la mesure où elle permettait au P.C. soviétique — et donc, à l'Etat soviétique — de peser sur le jeu politique interne de chaque pays. Pourquoi les dirigeants soviétiques auraient-ils négligé pareil atout ? Mais pour l'utiliser, il fallait que la dépendance des P.C. à l'égard du Komintern devînt une totale subordination.

C'est à quoi pourvut la « bolchevisation » des différents partis. Sous couleur de « purifier » les partis de leurs éléments « impurs », les envoyés spéciaux de l'Internationale parvinrent en quelques années à noyauter tous les P.C. nationaux (1923-1928 environ), notamment en contrôlant l'appareil de formation et la section des cadres. Dans les faits, cette « bolchevisation » fut une russification doublée d'une stalinisation. Dans les débats internes au P.C. soviétique, en effet, le Komintern était une carte importante dont Staline, d'abord allié avec Zinoviev (président du Komintern) sut jouer astucieusement. Au bout du compte, on passa vite d'un parti « communiste » français encore à demi socialiste et fortement teinté d'anarcho-syndicalisme à une avant-garde conçue pour une révolution qui n'allait pas venir, avant-garde souvent sectaire, très organisée, généralement bien formée, réellement liée à une fraction de la classe ouvrière, composée d'individus viscéralement attachés à leur parti, mais pour ces raisons mêmes peu susceptible d'ouverture et agissant en vase clos.

On conçoit qu'une telle opération d'épuration n'ait pu se dérouler que par la transformation du P.C. en ghetto, sans aucun contact avec des non-communistes (y compris sur le plan syndical (3)), en particulier avec les socialistes. D'un autre côté, les progrès de la Droite (réels en France et surtout en Hongrie, en Pologne et en Italie) imposaient comme une nécessité une certaine unité des exploités ; c'est pourquoi les dirigeants du Komintern inventèrent le mot d'ordre équivoque de « front unique », précisé ensuite en « front unique à la base », c'est-à-dire d'unité à la base avec les militants socialistes contre les dirigeants « social-traîtres » de la S.F.I.O. Il s'agissait, selon le secrétaire général du P.C. d'alors, Albert Treint, de « plumer la volaille socialiste ». Mais, comme au même moment, le parti socialiste restait résolument à l'écart du

(3) En décembre 1921, les communistes ont formé leur propre syndicat, la C.G.T.U., en faisant scission de la C.G.T.

pouvoir — on y reviendra — la « trahison » des dirigeants de la S.F.I.O. dut paraître si peu évidente aux yeux des foules que, dans les faits, c'est bien la « vieille maison » qui pluma la volaille communiste, tant sur le plan électoral que sur le plan militant (4).

## Quatre grandes périodes

Ainsi, au moment où l'Occident allait entrer dans la grande crise, la « bolchevisation » du P.C. français était achevée. Dès lors, la question des rapports entre ce parti de type réellement nouveau et la « vieille maison » allait se poser en termes inédits. L'arrimage du P.C. au P.C.U.S. allait rendre déterminantes pour ces rapports, pendant longtemps, l'évolution du contexte mondial et les péripéties du mouvement communiste international.

Entre 1928 et aujourd'hui, on peut distinguer quatre grandes phases dans l'histoire des relations internationales :

— 1928-1933 : c'est la fin de la période où l'U.R.S.S. est à peu près complètement isolée face à une Europe « libérale », unanimement hostile. Les efforts soviétiques pour « rompre l'encerclement » sont couronnés d'un maigre succès.

— 1933-1945 : c'est l'époque où l'irruption du nazisme crée une faille, une contradiction interne dans le « bloc occidental ». L'espace soviétique s'élargit alors brusquement, car l'alliance russe devient un atout pour les divers concurrents européens. Le P.C. français s'en apercevra en apprenant un beau matin que « l'U.R.S.S. comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale de la France » (2 mai 1935) et un autre matin, beaucoup moins beau, que Ribbentrop et Molotov ont signé un pacte de « non-agression » (23 août 1939).

— 1945-1960 (environ) : c'est la guerre froide. Le bloc de l'« ouest » s'est ressoudé sous l'hégémonie américaine. Malgré quelques efforts, les partis communistes sont rejetés « en marge ».

— 1960-1978 : le système des blocs demeure le cadre des relations internationales mais la « coexistence pacifique » s'installe. Et l'apparition de forces nouvelles (la Chine, le Tiers Monde) donne plus

(4) Au début 1920, la S.F.I.O. compte dans les 30 000 cotisants. En 1924, elle en compte 60 000, 98 000 en 1927 et 120 000 en 1929 ; le P.C. connaît un mouvement inverse : il passe de 110 000 adhérents en 1921 à moins de 30 000 en 1933. Le mouvement est le même sur le plan électoral : des élections de 1924 à 1928, le P.C. passe de 875 000 voix à un million, avant de retomber à 795 000 en 1932. Au contraire la S.F.I.O. obtient en 1928 1 700 000 voix, soit autant que le parti unifié en 1919 (en 1924, la S.F.I.O. présente des listes uniques avec les radicaux. Il est donc impossible de départager les suffrages). Elle en obtiendra presque deux millions en 1932.

de fluidité aux relations internationales. Les conflits se déplacent sur les marges (Afrique, Sud-Est asiatique), les diverses composantes nationales ont des possibilités de jeu plus ample (ex. la France de De Gaulle). Indépendamment de leur autonomisation progressive à l'égard de Moscou (voir ci-dessous), les P.C. gagnent à cette évolution une marge de manœuvre plus grande.

Quant au mouvement communiste mondial, on peut distinguer trois phases dans son histoire des cinquante dernières années :

— *La période 1928-1934 :* c'est l'époque où en U.R.S.S. la bureaucratie des nouveaux cadres impose son pouvoir à toute la société, au prix de crimes innombrables, tandis qu'en un mouvement significativement parallèle, Staline établit son hégémonie sur cette bureaucratie. Dans un premier temps, les Staliniens éliminent leurs adversaires de l'appareil d'Etat (1922-1928). Ensuite, ils s'imposent à la société soviétique : chasse aux « Nepmen » et aux « Koulaks », qui revient à ré-asservir l'immense paysannerie russe. Une fois la victoire acquise, Staline peut à la fois envisager des ouvertures politiques et procéder à l'élimination physique de ses éventuels concurrents au sommet. A cet égard, l'assassinat de Kirov (1934) semble bien marquer, avec la nouvelle vague qu'il apporte au Goulag, la date charnière : les « grands procès » commencent aussitôt après (5).

— *La période 1935-1953/56 :* c'est le temps de la monarchie absolue de Staline. Les contradictions sont supprimées par la mise en prison ou à mort des contradicteurs. On réécrit l'histoire au gré de la conjoncture. Chaque parti communiste, étroitement contrôlé, a son petit Staline, adoré et statufié à l'image du « génial architecte social » du Kremlin : Gottwald en Tchécoslovaquie, Togliatti en Italie, Rakosi en Hongrie, Thorez en France.

— *La période postérieure à 1956 :* c'est le temps de la déstalinisation. La succession du Géorgien rend une marge de choix aux différents partis qui jouent tantôt le bon cheval (Togliatti), tantôt le mauvais (Thorez appuie « le groupe anti-parti »). Le schisme chinois, la réduction du Goulag à des proportions plus modestes, le développement des contradictions internes du système soviétique (crises polonaise et hongroise de 1956, tchécoslovaque de 1968, polonaise de 1970-71, etc.), renforcent l'autonomie des différents partis, notamment des grands partis (P.C.I. et P.C.F.) qui ont suffisamment de ressources pour n'avoir rien à demander, voire pour

(5) 1928-1929 est en Russie l'année « du grand tournant ». C'est la collectivisation — forcée et féroce — des terres. L'opération s'achève vers 1933. Staline peut alors éliminer ses concurrents et frapper dans les villes. L'assassinat de Kirov, le plus populaire des chefs du Parti, le seul susceptible d'éliminer Staline (dont le rapport Khrouchtchev laisse entendre que Staline n'y fut pas étranger) sert donc de prétexte à une répression de masse (400 000 déportés à Léningrad selon Soljenitsyne) et est à l'origine du premier procès de dirigeants (Zinoviev-Kamenev-Smirnov).

critiquer de plus en plus nettement des aspects de plus en plus nombreux de la politique soviétique.

C'est dans le cadre de ces évolutions que se situent en France les rapports entre communistes et socialistes entre 1928-1929 et aujourd'hui. On peut y distinguer quatre périodes qui dépendent étroitement des facteurs extérieurs évoqués plus haut :
— Jusqu'en 1934-1935 : la politique sectaire se poursuit et atteint même un sommet.
— 1934-1947 : c'est l'époque d'une collaboration où se succèdent les hauts et les bas, toujours difficile, mais également fructueuse.
— 1947-1958-62 : c'est l'époque de la guerre froide ; on en revient pratiquement à l'état de choses antérieur à 1934.
— Depuis 1958-62, les relations entre les deux courants s'améliorent jusqu'à devenir parfois cordiales, mais avec des accès de tension.

## Au temps du sectarisme

Il n'est pas nécessaire d'évoquer longuement ici la période « classe contre classe » (1927-34). Le dogmatisme stalinien atteint alors des sommets ; selon les théories du moment, la société comprend deux blocs : le prolétariat révolutionnaire (représenté naturellement par le P.C.) et le bloc bourgeois. Celui-ci tend à adhérer au fascisme du fait de la crise qui paupérise la petite bourgeoisie et incite la grande bourgeoisie à recourir à un Etat fort. Il n'y a rien entre communistes et fascistes (réels ou déguisés), sinon la « social-démocratie », qui n'est rien d'autre que le porte-parole de la bourgeoisie fasciste auprès des couches peu éclairées du prolétariat. Pour « éclairer » ces dernières, il faut donc concentrer ses efforts en priorité sur la dénonciation des « social-traîtres », « social-fascistes » etc.

C'est en vertu de cette « ligne » que le P.C. refuse toute alliance avec le mouvement socialiste contre la Droite, y compris au plan des désistements (en 1928 et 1932). En Allemagne, le K.P.D. combattra la social-démocratie davantage que le parti nazi de Hitler, favorisant la victoire de ce dernier.

Cependant, il est évident que la ligne « classe contre classe » passa *très mal* chez les militants. De l'aveu de nombre de responsables de l'époque, ceux-ci durent fortement « ramer à contre-courant » pour faire admettre le non-désistement au second tour en 1932. Si hostiles qu'ils fussent au « réformisme », les communistes du rang ne comprenaient pas le jusqu'au boutisme suicidaire de leurs dirigeants. Il est normal de le rappeler, ne serait-ce que pour expliquer la suite. Beaucoup de militants d'ailleurs s'en allèrent,

même après l'élimination du prétendu « groupe sectaire » Barbé-Célor (6).

Aussi bien, rien dans l'attitude de la S.F.I.O. ne pouvait conforter les allégations mensongères, et injurieuses, des dirigeants communistes. Tout en ayant appuyé les premiers mois de l'expérience du « Cartel des Gauches » à direction radicale (1924-25), la S.F.I.O. se garde de collaborer à un gouvernement qu'elle ne dirigerait pas (7), certaine (non sans raison) que les radicaux se replieront au premier coup dur.

La même attitude prévaut en 1932, après que les élections ont envoyé à l'Assemblée une majorité radicale et S.F.I.O. Le parti pratique le « soutien en fonction de l'action du gouvernement ». Mieux, en novembre 1933, Blum fait exclure la tendance droitière de son parti, les « néo-socialistes » dont certains, autour de Marcel Déat, finiront comme « collabos ». C'est donc en maintenant fermement une ligne de gauche laissant ouverte la possibilité d'une union ou d'une unité d'action avec le P.C.F. que Blum prépare les progrès ultérieurs de son parti, en dépit des insultes dont il est l'objet de la part d'un P.C.F. dont il occupe ainsi, de plus, le terrain. La leçon mérite à coup sûr d'être méditée.

## Vers l'unité

Toutefois, la division de la Gauche, en plus des effets de la crise sur les couches moyennes, ne pouvait que renforcer la Droite, et c'est ce qui advint entre 1933 et 1935. Le développement des ligues factieuses (les Croix de feu, les Camelots du Roi) n'épargna même pas la Gauche, y compris sur le plan militant (8). Le parti radical, alors orienté plutôt à gauche, glissa à droite après l'émeute du 6 février 1934, amenant pour deux années au gouvernement ce qui existait de plus corrompu dans la classe politicienne d'alors : Laval et Flandin en particulier.

Ce n'est pas le lieu ici de rappeler par quel processus on passa, en quelques mois, entre la S.F.I.O. et le P.C., d'un état de guerre quasi ouverte à un pacte d'unité d'action (juin 34) ouvrant la voie au Front populaire. Il est clair que le tournant, pris principalement par le P.C., correspond à une réinsertion de la Russie, devenue soviétique dans le jeu diplomatique international, à une politique

(6) Lequel n'était pas plus sectaire que le reste de la direction du P.C.F.

(7) C'est le sens de la résolution votée au congrès de la Bellevilloise (10 janvier 1926) sur la demande de Blum. Par la suite, la S.F.I.O. précisera qu'elle ne saurait participer à un gouvernement que s'il inscrit dans son programme un certain nombre de mesures (Cahiers de Huyghens, 1932).

(8) Deux des futurs leaders de la collaboration — Déat et Doriot — furent exclus respectivement de la S.F.I.O. et du P.C.F. en 1933 et 1934.

nouvelle de l'U.R.S.S. et à une nouvelle phase dans le mouvement communiste mondial. Trois éléments doivent néanmoins être mis en relief :

— en premier lieu, il faut rappeler que c'est la S.F.I.O. qui fut à l'origine de l'unité d'action des forces de gauche. Dès le 6 février 1934, les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise adressaient au P.C., avec l'accord de Blum, une demande d'entrevue pour une réaction commune, qui demeura sans réponse ;

— en second lieu, on ne dira jamais assez que ce sont les masses populaires qui ont *fait l'union*, comme le ressentirent quasi physiquement tous les participants à la manifestation du 12 février 1934, quand les deux cortèges (P.C. et SF.I.O.) se fondirent en une seule foule fraternelle au cri de : « Unité ».

— enfin, c'est à ce moment-là que le P.C. donna le premier exemple d'un de ces virages subits et presque unanimes qui ont toujours étonné les socialistes. On n'imagine pas en effet pareils retournements à la S.F.I.O. ou au P.S. sans de graves problèmes internes ! Or, en quelques mois, le P.C.F. passa du sectarisme à la « main tendue », allant jusqu'à s'aligner, lors de la négociation du pacte de Front populaire, sur les positions très minimalistes du parti radical. C'est qu'en quelques années, il était devenu une véritable armée avec une ossature assez considérable de permanents dévoués corps et âme.

L'unité d'action, puis le pacte de Front populaire étant acquis — et ils ne le furent pas sans peine — , la Gauche put remporter la victoire électorale grâce au déplacement d'une faible proportion des voix — 2 % environ — . On sait qu'entre cette victoire et l'investiture de Léon Blum, éclata une vague de grèves d'une ampleur inconnue jusque-là, et de forme inédite (occupations d'usines). Elle facilita la réalisation rapide des principaux points du programme du pacte de Front populaire et la conquête de très importants avantages sociaux qui n'y avaient pas été prévus.

Les élections avaient été pour le P.C. — c'est capital pour comprendre son « inconscient collectif » et même son attitude entre 1974 et 1978 — une divine surprise (9). De douze qu'ils étaient dans la Chambre de 1932, les communistes se retrouvèrent soixante-douze, tandis qu'ils doublaient presque le nombre de leurs électeurs (près de 1,5 million contre environ 800 000 en 1932). Soucieux de capitaliser l'acquis, ils firent preuve alors d'une remarquable prudence. En ce qui concerne la participation au gouvernement, leur refus est connu et significatif : pas question de participer

(9) Jusqu'en 1972, l'union avait toujours profité au P.C.F. aux dépens de la S.F.I.O. Cela vaut pour le Front populaire comme pour le tripartisme de la Libération. D'où l'attente des communistes après l'union de 1972 et leur déception.

à une opération qu'on ne contrôle pas (10). Cette attitude présentait l'avantage d'associer d'avance le P.C.F. aux succès éventuels du nouveau gouvernement sans le compromettre dans ses échecs. C'est pourquoi, tout en accordant continuellement son soutien parlementaire au gouvernement Blum (11), le P.C.F. ne se priva pas de le critiquer dans sa presse.

## Le jeu subtil du P.C.F.

Il y avait donc, dès le départ, une ambiguïté qui, par la suite, ne pouvait que se développer, en particulier à propos de la guerre d'Espagne. C'est que le P.C., même au moment du plus grand enthousiasme unitaire, n'a jamais perdu de vue ses propres intérêts. Rien d'ailleurs n'est plus naturel pour une organisation qui se veut investie d'une mission historique déterminée et s'estime seule à même de la remplir. C'est pourquoi aussi, dans la C.G.T. réunifiée, les communistes organisèrent un travail de fraction remarquable, noyautant plusieurs fédérations avec succès (12).

Parallèlement, une autre tendance durable du P.C. se fait jour : celle qui l'amène, dans les moments d'« ouverture » à oublier (au moins explicitement) son propre programme et à négliger la Gauche en tant que bloc politique significatif, pour lui préférer un conglomérat assez vague dans lequel, en dehors et à côté du P.C.F., les gens sont invités à entrer sans aucun critère de classe objectif (ouvrier, paysan...) ou subjectif (être membre d'un « parti ouvrier »). C'est l'ouverture aux jeunes, aux vieux, aux anciens combattants, aux chrétiens, etc. En 1937-38, les dirigeants communistes appellent « front français » ce conglomérat. Ce sera le «front national » en 1945, « l'union du peuple de France » en 1977. Dans les deux cas, il s'agit de court-circuiter le mouvement socialiste sur la base de thèmes imprécis qui se veulent « unifiants » (à bas les 200 familles !).

Il serait inexact pour autant d'accuser les communistes d'avoir pratiqué une démagogie excessive pour se faire valoir aux yeux de

(10) Il est honnête de reconnaître que Blum avait fait adopter pour la S.F.I.O. une ligne identique au congrès de la Bellevilloise.

(11) A une exception près sur la guerre d'Espagne. Quelque désastreuse qu'ait été la politique de non-intervention en Espagne, il faut bien constater qu'elle était la seule possible pour le gouvernement Blum, à moins de provoquer une dissolution de la Chambre des députés et de nouvelles élections sur la question de l'intervention — avec un échec quasi certain à la clé. En effet, les députés radicaux auraient refusé à coup sûr d'approuver une intervention effective. Aussi, attaquer Blum comme le fit le P.C., c'était — très délibérément — se tromper d'adversaire.

(12) Durant toute cette période, et en contradiction avec les statuts de sa Centrale, Benoît Frachon, un des secrétaires ex-C.G.T.U. de la C.G.T. réunifiée, assiste aux réunions du Bureau politique du P.C.

l'opinion. La démagogie n'est utilisée que quand elle paraît nécessaire. A d'autres moments, quand c'est la crédibilité même du P.C. qui est en jeu, celui-ci sait se montrer rigoureux face aux travailleurs. On connaît l'apostrophe de Thorez du 11 juin 36 : « Il faut savoir terminer une grève ».

## La prédominance numérique du P.C.

Au total, cette politique profita nettement au Parti communiste. De 30 000 adhérents en 1934, il passa à 90 000 début 36, à 322 000 en mai 37, parfaitement encadrés par les vétérans de la période « classe contre classe ».

La S.F.I.O., de son côté, ne réussit pas la même performance. Malgré une forte croissance (285 000 militants fin 1937 contre 125 000 en avril 1936), elle est désormais surclassée numériquement par le P.C. : ayant à assumer, au premier chef, la charge du gouvernement, à la tête d'une coalition où la composante radicale pesait lourd, elle ne put évidemment garder les mains aussi « propres » que le P.C. — car la pratique du pouvoir n'est jamais ce qu'on avait rêvé avant d'y accéder. Enlisée dans les difficultés économiques multipliées par le patronat, perplexe et divisée sur l'attitude à adopter dans l'affaire espagnole, de plus en plus inquiète devant l'évolution de la situation internationale, la S.F.I.O. révéla une inquiétante fragilité après qu'on fut entré dans la zone des tempêtes.

Les deux années qui précèdent la débâcle de 1940 sont pour les deux partis l'heure de vérité. D'un côté, le P.C. se révèle solide, bien organisé, parfois susceptible d'une large ouverture, mais également toujours attaché au noyautage des organisations qui coopèrent avec lui (13) et surtout complètement dévoué à l'U.R.S.S. : on le verra bien au moment des « procès de Moscou » (qui amènent une polémique P.C./S.F.I.O.) et, surtout, du pacte germano-soviétique et de la « drôle de guerre ». La répression que lui fera subir le gouvernement Daladier sauvera d'ailleurs peut-être le parti d'une désintégration plus profonde en le ressoudant sous les coups : rares furent en effet les communistes français — y compris Thorez, on le vit bien au moment de sa « désertion » — à accepter sans rechigner les conséquences du retournement soviétique du mois d'août 1939.

D'un autre côté, la S.F.I.O. se révèle au même moment d'une grande incertitude idéologique. Dans un temps où il fallait pour s'y retrouver une certaine fermeté dans les principes, cette incertitude

(13) Ce qui lui vaudra la méfiance tenace (et motivée) de nombre de gens par ailleurs peu éloignés de lui sur d'autres plans.

faillit lui coûter son unité (14). L'acceptation de Munich (malgré Blum), l'appui donné au gouvernement lors de la dissolution du P.C.F. (malgré Léon Blum encore), le vote en faveur de l'invalidation des députés communistes (9 janvier 1940, cette fois encore malgré Léon Blum), autant d'étapes qui marquèrent une renonciation progressive aux principes fondamentaux du socialisme avant d'aboutir à la totale débâcle du 10 juillet 1940 : sur 146 députés élus de mai 1936, 29 seulement votèrent contre la dévolution des pleins pouvoirs à Philippe Pétain !

Cette faiblesse idéologique se double d'une faiblesse au plan de l'organisation : faute d'encadrement suffisant, les nouveaux adhérents sont un peu abandonnés à eux-mêmes ; surtout, l'implantation dans les entreprises est très insuffisante. De plus la S.F.I.O. se révèle une organisation à préoccupations trop exclusivement électorales. Le poids du groupe parlementaire est excessif.

Quand, dans l'été 40, les Allemands occupèrent la France, il ne restait rien de l'unité d'action de 1934-38 : l'hostilité des deux côtés avait repris le dessus, doublée d'une bonne dose de mépris.

## La prédominance politique du P.C.

Avant l'été 1941, il ne se passa rien entre les deux partis. L'un — la S.F.I.O. — était apparemment anéanti ; l'autre — le P.C. — était diminué, clandestin et perplexe, lié par le pacte germano-soviétique qui l'obligeait à ne rien dire contre les Allemands (15). Des deux côtés, les actes de résistance furent d'abord individuels.

Quand, du fait de l'agression nazie contre l'U.R.S.S., la situation qui avait prévalu entre 1934 et 1939 se trouva reconstituée (convergence U.R.S.S. — fraction libérale du monde capitaliste), les rapports entre les deux organisations purent reprendre.

Le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne furent jamais bons, à cause du poids du passé récent d'un côté, à cause de la disporportion des forces de l'autre côté.

C'est en effet pendant la guerre que se poursuit et se consolide le mouvement qui fera durablement du P.C.F. la force principale de la Gauche, (sur le plan électoral jusqu'en 1974 environ, sur le plan des capacités militantes, jusqu'aujourd'hui au moins). Alors que la

(14) En juin 1938, déjà, au Congrès de Royan, l'exclusion des dirigeants de la Gauche révolutionnaire avait été suivie d'une scission.
(15) L'appel « du 10 juillet 1940 » ne doit à cet égard pas faire illusion. Il est antivichyste à coup sûr, mais aussi et surtout antibritannique et antigaulliste ; il ne parle guère de l'Allemagne nazie.

S.F.I.O. a les plus grandes peines à se reconstituer (16), le P.C. bénéficie de l'existence de l'appareil clandestin que la 3e des 21 conditions l'avait obligé à créer. Même si par la suite il mettra le plus grand soin à faire oublier l'existence des réseaux de résistance non communistes, il n'en reste pas moins qu'il est la force principale de la résistance, celle qui va payer le tribut le plus lourd à la libération du territoire.

Mais, placée au centre de l'échiquier politique de la résistance (qui est déporté à gauche par rapport à l'échiquier de la France des années d'avant-guerre), la S.F.I.O. reconstituée va jouer un rôle politique essentiel. Elle est une des chevilles ouvrières du Conseil national de la résistance, dont le programme est d'inspiration largement blumiste. Elle contribue beaucoup à l'audience internationale de De Gaulle, c'est-à-dire à maintenir, d'abord la fiction, puis la réalité, d'une France indépendante, quoique faible, dans un monde où s'affrontent des colosses.

De son côté, le P.C. a choisi, dès l'entrée en guerre de l'U.R.S.S., une stratégie de large alliance « dépassant » la Gauche et l'englobant dans un vaste « Front national » — ce qui permet essentiellement d'ignorer la S.F.I.O. (17). C'est qu'il s'agit, selon lui, de ne pas diviser la Résistance. Finalement, jusqu'à la Libération, les deux partis n'auront que des contacts épisodiques marqués de polémiques épistolaires.

## La S.F.I.O. en porte à faux

Quand, dans l'été 1944, la France est libérée, sa configuration politique paraît à plusieurs égards durablement changée.

- la vieille Droite d'avant-guerre est pratiquement éliminée, de par sa division entre une majorité collaborationniste ou vichyste, et une infime minorité résistante.
- la Droite se ramène donc à un centre droit à coloration sociale, encadré pour l'heure par des résistants catholiques, et qui se veut centriste. Elle se regroupe d'abord autour du M.R.P., où l'influence catholique est particulièrement vivante.

(16) Elle y parvient néanmoins grâce aux efforts de D. Mayer, G. Jaquet, R. Verdier, G. Defferre et de beaucoup d'autres (dont Blum, avant sa déportation).

(17) Il faut revenir sur ce point. La tactique d'« union large » est profondément différente de l'« union des gauches ». La seconde oblige à reconnaître l'interlocuteur socialiste comme le principal partenaire. Elle s'impose quand il l'est effectivement de par sa capacité militante et électorale. La première permet au contraire, par son ampleur, de l'oublier et de le marginaliser. Elle apparaît quand le P.C.F. peut occuper une partie du champ politique du mouvement socialiste, celui-ci s'étant affaibli. C'est pourquoi elle apparaît en 1937 (et non en 1936) et en 1943-1944. Sa réapparition récente montre bien quel avenir le P.C.F. souhaite actuellement pour le P.S.

• La S.F.I.O. est gravement amoindrie. Aux élections d'octobre 1945, elle n'obtiendra que 4,5 millions de voix contre 5 millions au P.C.F. et 4,58 millions au M.R.P. Surtout, elle ne compte que 250 000 adhérents mal encadrés, alors que le P.C.F. en annonce 900 000, bien encadrés.

• Le P.C.F. sort en effet très renforcé de l'épreuve. Son prestige est immense. Grâce à la série de mouvements « de masse » qu'il contrôle, il bénéficie d'un rayonnement considérable dans tous les milieux (chrétiens en particulier). Au sein de la C.G.T. de nouveau réunifiée en 1943, après la rupture de 1939, il acquiert une influence décisive. Le socialisant Léon Jouhaux est le seul secrétaire général de la Centrale, mais les communistes en font un roi sans troupes, avant de le flanquer en septembre 1945, d'un autre secrétaire général — Benoît Frachon — qui,lui, a des troupes.

• Enfin, « au dessus des partis », et dans un rôle d'arbitre, se tient Charles De Gaulle.

Rien de tout cela n'est perceptible en termes statistiques au moment même de la Libération, mais chacun le ressent confusément. Les choses vont se décanter assez vite.

Passés les premiers mois de ferveur (18) l'évolution politique va constamment placer la S.F.I.O. en porte-à-faux et lui coûter très cher jusqu'à la grande coupure de l'été 1947.

Le Parti communiste, en effet, a désormais une stratégie d'attente. A supposer qu'il ait cru un instant possible, au moment même de la Libération, de s'emparer seul du pouvoir — ce qui, dans une France occupée militairement par les Alliés, eût été une aventure —, Yalta (février 1945) a sonné le glas de telles espérances. Désormais, il s'agit pour lui de capitaliser en attendant des jours meilleurs. C'est pourquoi, ayant assez tôt accepté le désarmement des milices patriotiques, il va s'employer à gagner un large consensus, par une politique prudente quoique envahissante.

1 — collaboration correcte au sein du gouvernement ; les ministres communistes savent se tirer à leur avantage de tâches difficiles (par exemple le statut des fonctionnaires, dû à Maurice Thorez et Ambroise Croizat) ; ils n'hésitent pas, le cas échéant, à s'opposer à des grèves qui leur paraissent de nature à menacer la reconstruction (« Retroussez vos manches » dit Thorez). Néanmoins, ils savent parfois appuyer les revendications des travailleurs ;

2 — acquisition d'un certain nombre de points de force dans l'appareil d'Etat, notamment partout où se trouve un ministre communiste, et ce à la faveur du renouveau complet du personnel de l'Etat après la disparition du régime de Vichy ;

(18) On vit même la S.F.I.O. proposer au P.C.F. la réunification. Il s'ensuivit pour quelques mois un comité d'entente (fin 1944).

3 — développement d'une influence tous azimuts, grâce notamment au Front national. Le P.C.F. élargit à la « France entière » ses diverses organisations de masse : il s'ensuit la création de l'Union des femmes *Françaises*, de l'Union des vieux de *France*, etc... Les relations avec les chrétiens sont particulièrement soignées (Mauriac siège à la direction du Front national, par exemple) (19).

A partir de là, le Parti communiste peut à ce moment prendre ses distances avec quelques éléments traditionnels du dogme « marxiste-léniniste » et parler d'accès au pouvoir par la voie électorale (interview de M. Thorez au *Times*, juin 1946).

Au même moment, le M.R.P. autour de G. Bidault et R. Schumann, se développe, en particulier sur le plan électoral.

Dans cette conjoncture, la S.F.I.O. se voyait « prise en sandwich ».

D'un côté, nombre de ses sympathisants pensaient que le P.C.F. avait beaucoup changé ; de l'autre le M.R.P. ne pouvait être assimilé à la vieille Droite des années 1930, que ses leaders avaient combattue, y compris (sous Vichy) les armes à la main. L'espace spécifique de la S.F.I.O. se trouvait ainsi très rétréci. Et comme c'est elle qui, depuis le retrait de De Gaulle (janvier 1946), du fait de sa position centrale, détenait la direction du gouvernement, le mécontentement populaire, inévitable dans un pays exsangue, la frappa la première. On le vit aux élections.

Ce n'est pas le lieu ici de rappeler les rebondissements d'une vie politique qui, de l'armistice (8 mai 1945) à l'élection du premier président de la IV$^{e}$ République (16 janvier 1947), amenèrent la France à voter six fois (3 référendums et 3 assemblées) — sans compter les municipales. Malgré tous les efforts de sa direction, les résultats électoraux de la S.F.I.O. furent catastrophiques : entre octobre 1945 et novembre 1946, elle chuta de 4,5 à 3,4 millions de voix, tandis que le P.C.F. passait de 5 à 5,4 millions. Prise dans son ensemble, la Gauche cédait du terrain : le premier projet constitutionnel, qu'elle avait seule soutenu, fut repoussé par l'électorat (il n'y eut que 47 % de « oui »).

## Troisième force et guerre froide

Le résultat de cette érosion fut double pour la S.F.I.O. :

— d'une part sa majorité interne changea. A Léon Blum et Daniel Mayer qui proposaient la création d'un grand P.S. fédérateur (dans

(19) C'est d'ailleurs au même moment que le P.C. devient P.C.*F.* officiellement. Il était, avant 1943 (dissolution de la III$^{e}$ Internalionale), le P.C. (section française de l'Internationale communiste) : P.C. (S.F.I.C.).

le but évident de mordre sur la clientèle toute fraîche du M.R.P.), le parti préféra le jeune Guy Mollet et son intransigeance doctrinale ; — d'autre part, le comportement du P.C.F. renforça la méfiance des socialistes à son égard. La S.F.I.O. se trouva donc poussée vers une alliance avec le M.R.P. Dès la préparation des municipales (mai 1945) elle l'avait admise sans exclure l'alliance communiste. Ainsi la politique de « troisième force » se trouvait-elle mise en place alors même qu'officiellement, la France vivait encore sous le régime du tripartisme. Et quand, après sa retraite de janvier 1946, le général De Gaulle entreprit de combattre le nouveau régime au moyen de son parti populiste de droite (le R.P.F. qui ne tarda pas à démanteler le M.R.P. tout en en repoussant l'axe à droite), cette tentation se trouva confortée.

Au même moment, la conjoncture internationale changeait du tout au tout. Dans les pays laissés à l'influence soviétique, les régimes de « démocratie nouvelle » évoluaient rapidement vers la « démocratie populaire ».

Les socialistes, conformément à la « technique du salami » (20), étaient soit intégrés aux P.C. soit éliminés, physiquement si nécessaire. Parallèlement, le plan Marshall manifestait de la part des Etats-Unis un désir d'intervenir en Europe de façon plus suivie. La France, pour sa part, s'engageait dans une politique de répression dans ses colonies, tantôt avec l'accord du P.C.F. (en Algérie notamment), tantôt malgré lui (en Indochine, où le P.C. indochinois contrôlait le mouvement pour l'autonomie).

Le dénouement intervint en deux temps, courant 1947.

• *En France d'abord.* Les nécessités de la reconstruction imposaient une politique d'austérité qui mécontenta non sans raison les couches laborieuses. Le P.C. s'efforça tant qu'il le put de concilier sa participation ministérielle et son insertion dans les masses. Quand, fin avril 1947, une grève « spontanée » (d'inspiration trotskyste) éclata chez Renault pour l'amélioration des salaires, il se trouva à la croisée des chemins : il fallait ou rompre avec le gouvernement, ou laisser l'extrême-gauche canaliser le mécontentement de la « forteresse ouvrière » (et acquérir du même coup une audience populaire que le P.C. redoutait). Non sans hésiter, il choisit la première solution, mais attendit une autre occasion pour « partir ». Elle ne tarda pas : les ministres communistes se désolidarisèrent du gouvernement lors du vote sur les crédits militaires pour l'Indochine ; ils en furent exclus (15 mai 1947). La S.F.I.O. croyait probablement à une simple péripétie — ce que croyait aussi le P.C.F. — ; elle accepta de continuer à gérer le pays en tête-à-tête avec le seul M.R.P. On peut dater de cet événement l'appari-

(20) L'expression est du leader stalinien hongrois Matias Rakosi, selon lequel il fallait découper le salami social-démocrate tranche après tranche.

tion effective de la « troisième force » et l'idée d'un gouvernement « centriste ».

• *En Europe ensuite.* Du 22 au 27 septembre 1947 se tint au château de Szklarska-Poreba, en Pologne une conférence des P.C. européens regroupant, sous la houlette du soviétique Jdanov, tous les P.C. des pays de l'Est, le P.C.F. et le P.C.I. Après des mois d'hésitation, Staline avait déclenché la guerre froide. Les communistes français et italiens apprirent simultanément que le monde était divisé en deux blocs inconciliables et qu'ils avaient, dans ce contexte, pêché par opportunisme. Ils firent leur autocritique et rentrèrent chez eux porteurs de nouveaux mots d'ordre : guerre à outrance contre « la clique pro-américaine, de De Gaulle à Guy Mollet ».

A partir de ce moment, la politique en souplesse du Parti communiste se mua en opposition irréductible, utilisant tous les moyens — et à la limite la grève insurrectionnelle — pour affaiblir le gouvernement : grèves de décembre 1947 pour démontrer la collusion de la S.F.I.O. et de la bourgeoisie, grèves minoritaires et violentes de novembre 1948, toutes menées en pure perte. Cette politique allait conduire au déchaînement de la chasse aux titistes (21) : tandis que *L'Humanité* applaudissait aux procès de Kostov en Bulgarie, de Rajk en Hongrie, puis de Slansky en Tchécoslovaquie, le Parti organisait lui-même un « procès de Moscou » à Paris contre André Marty et Charles Tillon (1952).

Dans un premier temps, cet isolement coûte relativement peu au Parti communiste. Seul parti d'opposition (jusqu'en 1951-52), il en tira quelque avantage, malgré une baisse qui se solda, aux élections de 1951, par le chiffre de 5 056 000 voix (soit 26,9 % des suffrages). En revanche, les militants se fatiguaient de cet activisme quotidien dépourvu de tout débouché sérieux. Il semble que le P.C.F. ait connu à ce moment-là une forte érosion de ses effectifs.

La S.F.I.O. elle, se tira encore moins bien de sa politique de « troisième force ». Devenue, dans les faits, force d'appoint d'une majorité M.R.P. où les éléments conservateurs prenaient le dessus, elle ne manqua certes pas de clairvoyance, dénonçant aussi bien les risques d'une hystérie anticommuniste (22) que les incohérences et les dangers de la politique suivie en Indochine. Mais à quoi bon être clairvoyant si on collabore quand même à une politique dont on mesure et dénonce les insuffisances ? La scission de F.O. (23) ne

(21) Après la rupture entre Staline et Tito (29 juin 1948).
(22) Ce qui l'amena à s'opposer, et toujours avec succès aux différentes tentatives menées pour l'interdiction du P.C.F. ou d'autres mesures de ce type.
(23) Elle intervint courant 1948 quand le durcissement du P.C. eut rendu tout à fait impossible la cohabitation avec les non-communistes au sein de la C.G.T. (où restèrent cependant certains socialistes).

changea pas le rapport des forces P.C./S.F.I.O. dans le monde du travail. En revanche, la détention du portefeuille de l'Intérieur (avec Jules Moch) au moment des grèves et, surtout, la peu reluisante loi sur les apparentements électoraux (24) lui coûtèrent cher : aux élections de 1951, elle se retrouva avec 2 744 000 voix (14,6 %) ; il ne lui restait que 130 000 adhérents. La seule réussite de la manoeuvre fut, au prix d'un déportement à droite de la vie politique, l'éclatement du groupe parlementaire R.P.F. et donc l'élimination provisoire du danger gaulliste ; moyennant quoi le M.R.P. quoique de plus en plus affaibli dans le pays, put constituer une coalition de droite qui rejeta la S.F.I.O. dans l'opposition.

## 1956, ou la quadrature du cercle

En retournant dans l'opposition, la S.F.I.O. va tenter de se dégager de la politique de « troisième force » dont elle mesure désormais les inconvénients. Ayant apporté son soutien à la courageuse expérience de Pierre Mendès-France (1954-55), elle bénéficie d'un certain regain dans le corps électoral et conserve, en janvier 1956, 15,2 % des suffrages. A cette occasion, elle a conclu — mais pas partout — des apparentements avec l'U.D.S.R. de François Mitterrand et avec les radicaux — divisés — de Pierre Mendès-France. Toutefois, ce « front républicain » n'est majoritaire ni dans l'Assemblée, ni dans le pays (25). C'est donc à la faveur d'une plus grande souplesse des communistes — qui tirent parti des querelles de succession qui agitent le Kremlin et veulent d'abord éviter le retour de la « troisième force » — que la S.F.I.O. va pouvoir tenter une expérience gouvernementale. Cependant, le P.C.F., qui a conservé son capital électoral (25,9 %), ne conclut pas non plus avec les socialistes un accord formel (qu'on ne lui demande d'ailleurs pas). Son soutien est conditionnel, simple encouragement ; c'est pourquoi la marge de manœuvre de la S.F.I.O. est des plus

(24) Le système électoral sous la IV[e] République était la proportionnelle départementale. Mais en 1951, certains M.R.P. imaginèrent un « complément » ingénieux que la S.F.I.O. accepta finalement : des listes différentes pourraient « s'apparenter ». Si elles détenaient plus de la moitié des suffrages dans un département, elles en détiendraient tous les sièges. La manœuvre avait pour objet, par un apparentement M.R.P./S.F.I.O., d'isoler le P.C.F. et le R.P.F. — ce à quoi elle parvint, mais à quel prix ! Le système des apparentements subsistait en 1956. Le retour au scrutin d'arrondissement eut lieu en 1958.

(25) Les élections du 2 janvier 1956 constituent une surprise : le tout récent mouvement poujadiste attire 11,7 % des électeurs. Les « modérés » (la vieille droite, dans le genre de M. Pinay) augmentent aussi (15,3 %), aux dépens du R.P.F. (qui s'effondre) et du M.R.P. Aucun groupe, aucune coalition n'est majoritaire à l'Assemblée.

réduites : avec un capital inférieur au sixième des voix, et en compagnie d'alliés inégalement fidèles, il va lui falloir gouverner à gauche — ou plutôt au centre-gauche — alors que le pays affronte le complexe et douloureux drame algérien.

L'histoire n'a pas été tendre pour ce gouvernement de « front républicain » (janvier 1956-mai 1957). Elle en a oublié les mesures sociales (troisième semaine de congés payés, Fonds national de solidarité...) pour n'en retenir que l'expédition de Suez et, surtout, l'enlisement dans le drame algérien. En fait, n'ayant pas les moyens politiques de dominer les forces réactionnaires (26), malgré qu'elle en eût, la S.F.I.O., pour les contenir, s'épuisa à rechercher avec elles des compromis provisoires qui, de concession en concession, provoquèrent la colère ou le découragement chez maints militants, des tensions au sein même du gouvernement et une rapide détérioration des relations avec le P.C.F.

Le soutien de ce dernier ne dura en effet qu'un moment, sauf en matière sociale. D'abord déçus par la politique algérienne et internationale du « front républicain », les communistes se retrouvèrent bientôt hors jeu par suite de leur soutien sans nuance à l'intervention soviétique en Hongrie (octobre 1956). Il s'ensuivit avec la S.F.I.O. une polémique peu propice à l'unité et, au sein même du P.C.F., une vague de « normalisation » par départ ou exclusion des contestataires.

Au-delà de ces péripéties, le P.C.F. était au même moment en train de rater un virage — le premier d'une longue série. Pour des raisons difficiles à analyser aujourd'hui encore (mais où la personne de Maurice Thorez, affaibli par la maladie, dut peser beaucoup), *l'Humanité* ne publia pas le rapport « secret » de Khrouchtchev au XX^e^ Congrès du P.C.U.S. On en parla assez peu dans le parti qui se dispensa ainsi, non seulement d'analyser le stalinisme, mais aussi d'informer, tout simplement, ses militants sur ce qui s'était vraiment passé du temps du Géorgien.

## Division, reflux, défaite

Au total, au moment où prend fin l'expérience de « front républicain » (mai 1957), la gauche est plus divisée que jamais, le P.C.F. isolé, la S.F.I.O. meurtrie ; la IV^e^ République, déjà agonisante, patauge dans le bourbier algérien. Elle tiendra encore un an avec des gouvernements d'inspiration troisième force, peu

(26) En particulier le « lobby algérien » qui, pour son propre malheur, portera De Gaulle au pouvoir.

efficaces (27). Quand, à la suite de l'émeute algéroise du 13 mai 1958, le général de Gaulle se présente comme le seul rempart possible contre un coup d'Etat militaire (qu'il contrôle en fait), c'est l'effondrement.

D'emblée, la S.F.I.O. se divise : 49 de ses 90 députés — la majorité — en compagnie de Pierre Mendès-France, Pierre Cot et François Mitterrand, refusent l'investiture à De Gaulle (30 mai). Mais dès avant cette date, les responsables du parti ont bien perçu que la IV^e^ République, indéfendable, est morte et que le général va gagner. Ne vaut-il pas mieux, alors, prendre le train en marche, ne serait-ce que pour éviter, en le rééquilibrant, une fascisation du nouveau régime (que les communistes craignent eux aussi) ? Pour une forte minorité, cette politique du « moindre mal » est inadmissible, mais une partie seulement de cette minorité fait scission (28) après que la majorité du Parti a décidé d'approuver résolument le projet de Constitution. Vaine tentative pour maîtriser l'événement. Le parti réussit seulement, pour quelques années, à limiter les dégâts électoraux (29). Car De Gaulle, après avoir utilisé, de juin à décembre 1958, les compétences politiques et constitutionnelles des socialistes, peut d'autant mieux pratiquer une politique sociale réactionnaire obligeant la S.F.I.O. à quitter le gouvernement que les élections de novembre lui donnent une majorité bien à lui. La Gauche paie ainsi le prix fort pour ses divisions de l'après-guerre : en treize années, elle est passée de 49,8 % des suffrages (octobre 1945) à 35 % (novembre 1958). Elle est affaiblie, divisée, travaillée de rancœurs, démoralisée.

## La mort de la troisième force

On aurait pourtant sans doute surpris beaucoup d'hommes de gauche en leur prédisant, début 1959, qu'ils avaient pour plus de vingt ans d'opposition devant eux. Sur le moment, beaucoup estimèrent que le gaullisme serait passager.

C'est d'ailleurs pour cette raison que, durant la première législature de la V^e^ République (1958-62), la S.F.I.O. refusa la cure d'isolement qu'elle aurait pu choisir. Le P.C.F. en étant revenu au

---

(27) Sauf peut-être en matière économique où ils améliorent nettement une situation fort préoccupante.

(28) Elle va former le Parti socialiste autonome (P.S.A.) avec Edouard Depreux, Robert Verdier et Alain Savary. Ce P.S.A. deviendra en 1960 le Parti socialiste unifié (P.S.U.) par fusion avec « Tribune du Communisme » de Jean Poperen et l'U.G.S. de Gilles Martinet.

(29) Le P.C.F. qui a appelé à voter « non » au référendum constitutionnel d'octobre 1958, tombe brutalement à 19,2 % des suffrages, alors que la S.F.I.O. se maintient.

« front unique à la base » — dont les socialistes ne voulaient bien sûr pas plus qu'en 1921-28 — elle chercha simultanément à garder le contact avec les centristes et à en nouer d'autres avec la nouvelle gauche qui naissait alors.

Dans les dernières années de la guerre d'Algérie, en effet, les partis traditionnels sont partiellement hors jeu. L'opposition à la guerre est menée par l'U.N.E.F., la F.E.N., la C.F.T.C., le P.S.U., et, d'une manière moins voyante, F.O. et une certaine minorité cégétiste. Le P.C.F. et la C.G.T. attendront que ces organisations aient fait la preuve de leur capacité autonome de mobilisation pour se joindre à elles, dans une difficile coopération. La S.F.I.O., pour sa part, ne dépasse pas le stade des échanges d'idées — dont les clubs et le P.S.U. regorgent (30) —, elle ne dépasse pas les prises de position individuelles. Mieux, quand le M.R.P. rompt avec De Gaulle, elle espère un court moment reconstituer contre l'U.N.R. la troisième force. C'est le « Cartel des non » (automne 1962) qui échoue politiquement, puis électoralement. Alors que la cure d'isolement réussit au P.C.F. qui remonte à 21,8 %, la S.F.I.O. perd encore 870 000 voix (12,5 %).

## Premiers pas vers l'union

Il faut faire quelque chose. Le parti entreprend une sorte d'examen de conscience qui, prudemment, va l'amener à formuler la perspective d'un rassemblement de l'ensemble de la gauche socialiste en un parti unique. Il engage avec les différentes composantes de celle-ci un débat qui, dans un premier temps, va traîner en longueur. C'est néanmoins un jalon pour l'avenir, d'autant que tout le monde a observé qu'au second tour des législatives de 1962, il y a eu à gauche des désistements réciproques. Dans les mois suivants, il y aura entre la S.F.I.O. et le P.C.F. un débat idéologique peu concluant, mais intéressant par son existence même : autre jalon, mais bien ténu.

Quant au P.C.F., son évolution au même moment rend perplexes les observateurs. Il cherche manifestement, à partir de 1962, à sortir définitivement du ghetto. Dès 1963, il esquisse la stratégie qui

(30) Par exemple, l'autogestion naît dans ces années-là au P.S.U. Les Clubs, eux, sont des centres de recherche et de confrontation d'idées, grands producteurs de projet positifs, méfiants à l'égard des discours traditionnels. Les plus connus sont le Club Jean Moulin, le Cercle Tocqueville, Citoyens 60, le Club des Jacobins, la Ligue pour le Combat républicain (fondée par F. Mitterrand). Beaucoup d'entre eux se regrouperont en 1964 au sein de la Convention des Institutions Républicaines de François Mitterrand.

sera exposée en 1966 dans un opuscule aujourd'hui trop oublié — « la marche de la France au socialisme » — où il prévoit pour notre pays une étape intermédiaire de « démocratie véritable ouvrant la voie au socialisme ». Concrètement, cela l'amènera à demander une union des forces de gauche autour d'un programme commun.

Cela est nouveau, mais ce qui est plus surprenant encore, c'est que, quelques mois auparavant, Marcel Servin et Laurent Casanova (31) ont été « ramenés à la base » pour avoir prôné... les thèses qui seront pratiquées peu après. S'agit-il alors d'un simple règlement de comptes ? Sur le moment, on le pense, d'autant que le honteux procès qui a été fait à ces deux figures de la Résistance (32) vaut à certains une promotion importante (33). En fait, c'est plus grave. Le P.C.F., manifestant une allergie ancienne pour le débat d'idées en son sein, vient de mettre fin à tout un bouillonnement intellectuel qui, dans la lignée du XX$^{e}$ Congrès soviétique, se fait jour aussi bien au sein du P.C. italien que du P.C. espagnol et du P.C. tchécoslovaque (les grandes idées du « Printemps de Prague » sont nées peu à peu). Il s'ensuit une stérilisation idéologique durable du P.C.F., une coupure avec le milieu étudiant et intellectuel que mai 1968 rendra patente.

Les sept années qui séparent 1962 de 1969 vont voir successivement l'Union de la Gauche s'amorcer et s'anéantir.

Au départ, on avance à pas comptés. Si le P.C.F. fait des ouvertures, il n'en demeure pas moins attaché à certains principes (« dictature du prolétariat », quasi-inconditionnalité envers l'U.R.S.S., refus de l'alternance) qui le rendent suspect au reste de la Gauche. Il n'entend pas, en outre — et c'est légitime — servir de caution ou de marchepied. D'un autre côté, si la majorité de la S.F.I.O. a renoncé — du moins au plan national — à l'alliance centriste, une fraction importante espère toujours créer avec le M.R.P., les radicaux et quelques autres une « grande fédération ». Alors que se profile pour décembre 1965 l'élection présidentielle, la S.F.I.O. refuse de se dissoudre dans ce conglomérat nouveau dont le M.R.P. ne veut pas qu'il se réclame du socialisme. L'échec final du projet de « Grande fédération » amène Gaston Defferre à renoncer

(31) Marcel Servin était secrétaire à l'organisation, Laurent Casanova le principal idéologue du Parti.

(32) C'est un des signes distinctifs de Thorez que d'avoir éliminé tous ceux qui, au sein du P.C.F., avaient dû leur promotion, non à son bon vouloir, mais à leur mérite personnel et à leur héroïsme pendant l'Occupation. Eliminés entre 1951 et 1963, Marty, Tillon, Lecœur, Guingoin, Servin, Casanova, Kriegel-Valrimont, avaient tous été des résistants notoires.

(33) C'est ainsi que Georges Marchais et Roland Leroy remplacent respectivement Marcel Servin et Laurent Casanova.

à son projet de candidature à l'élection présidentielle. Fin juillet, à cinq mois de celle-ci, la Gauche ne sait pas encore ce qu'elle va faire.

L'audace politique de François Mitterrand sera de la rassembler sur son nom en quelques semaines. C'est que la petite C.I.R. dont il est le leader ne menace personne. Tout le monde accepte de plus ou moins bonne grâce la candidature du maire de Château-Chinon (34). Ce dernier réunit 45 % des électeurs français au second tour. La Gauche croit voir la fin de sa traversée du désert.

## Vers l'unité des socialistes.

Dès lors, le problème de l'unité de tous les non-communistes (S.F.I.O., radicaux, conventionnels, d'autres encore) qui ont soutenu François Mitterrand est posé. Il est bien évident en effet, que, si la perspective d'une majorité de gauche n'est plus absurde, elle ne pourra se réaliser que si la Gauche est rééquilibrée. Les communistes en sont d'ailleurs, pour leur part, persuadés, et c'est bien pourquoi ils veulent obtenir, à juste titre, des garanties effectives contenues dans un Programme commun. La Fédération de la Gauche démocrate et socialiste va permettre quelques pas en avant. Elle signe avec le P.C.F. un accord qui enregistre maintes convergences en matière de politique intérieure, et des divergences sur la politique étrangère. Accord positif : il permet au P.C.F. de dépasser les cinq millions de voix aux élections de 1967 (22,5 % des suffrages) tandis que la F.G.D.S. en obtient 4,3 millions (19,3 %).

Survient mai 1968. Le mouvement va révéler à quel point la Gauche officielle, P.C.F. compris, est éloignée de ce qui se passe au plus profond de la société. Plus ouverte et plus silencieuse que le P.C.F., la Gauche non communiste se tirera mieux que lui de la confrontation avec ce vaste bouleversement social et idéologique. Le P.C.F., lui, se montre à la fois hautain et agressif, sourd et bureaucratique. Il s'aliène, pour la troisième fois depuis 1956, les forces du renouveau.

Sur le moment, la Gauche est défaite, le P.C.F. se replie, la F.G.D.S. vole en éclats, le P.S.U., miné depuis des années par le jeu des tendances, n'est pas épargné par un certain gauchisme qui accroît pour un temps ses effectifs. La bourgeoisie tire parti d'une conjoncture économique favorable pour se débarrasser de l'encombrant De Gaulle (avril 1969). L'élection présidentielle sera pour la S.F.I.O. l'heure de la vérité. Mal soutenue de bout en bout par

(34) Le P.C.F. (qui semble bien d'abord avoir songé à lancer une candidature Pierre Cot) choisit finalement d'appuyer François Mitterrand.

un parti très divisé, la candidature de Gaston Defferre aboutit à un score à peine supérieur à 5 %, alors que les communistes ont obtenu, avec Jacques Duclos, 21,2 %. Jamais le déséquilibre des forces n'a été plus grand entre les deux partis.

On mesure mieux, dans ces conditions, la hardiesse du choix d'Epinay. Quand la S.F.I.O., devenue Parti socialiste après le ralliement d'Alain Savary et de Jean Poperen (1969) se transforme en « nouveau P.S. » à Epinay (juin 1971) par sa fusion avec la « Convention » de François Mitterrand et plusieurs clubs (« Objectif 72 », par exemple), elle a derrière elle deux sévères échecs électoraux (1968 et 1969).

C'est avec ce bagage-là que la nouvelle direction, conduite par François Mitterrand avec Pierre Mauroy à la coordination, va avoir l'audace d'affronter le P.C.F. pour conclure avec lui, en juin 1972, ce Programme commun qui symbolisera l'Union de la Gauche, union dont, dès juillet 1969, le P.S. avait fait, avec Alain Savary, « l'axe normal de sa stratégie ».

Or le choix devait se révéler payant. Sur le plan des principes d'abord : le Programme commun de juin 1972 contient des garanties qui sont autant de rejets, par le P.C.F., de la ligne suivie depuis Tours : l'alternance et le pluripartisme sont acceptés, ainsi que la dissolution simultanée des blocs ; les mesures économiques envisagées s'inscrivent dans le droit fil des programmes socialistes de 1919 et 1936 ; les perspectives sociales font leur place (trop limitée encore cependant) aux idées autogestionnaires. Mais aussi sur le plan politique : en mars 1973, le P.C.F. redescend à 21,4 % des suffrages exprimés, tandis que l'U.G.S.D. (P.S. + Radicaux de gauche) en obtient 20,8 %, dont 18,9 % pour le seul P.S.

Sur le moment, le P.C.F. ne s'inquiète pas de ce résultat, qui enregistre le rapatriement normal d'un électorat socialiste égaré. Mais après la campagne présidentielle sans nuage de 1974, il est amené à se poser de graves questions. A l'occasion de six élections (cantonales puis législatives) partielles, il est en effet évident qu'il perd désormais des voix au profit du P.S., tandis que celui-ci gagne également sur le centre.

Or, insensiblement, en 18 années (1956-1974), le P.C.F. est devenu un parti qui attache à ses résultats électoraux une importance beaucoup plus grande qu'auparavant. A la fin des années soixante, certains communistes étaient prêts à reconnaître que l'Union de la Gauche profiterait, peut-être, électoralement, aux socialistes, mais qu'ils en demeureraient, eux, la force motrice du fait de leur implantation ouvrière et de leur capacité d'innovation.

En réalité, faute d'avoir su analyser correctement les rapports sociaux dans la France contemporaine, le P.C.F. s'avère incapable, dès 1968, d'utiliser avec dynamisme son implantation ouvrière.

Quant à sa capacité d'innovation idéologique, elle est forcément annihilée dans la mesure où, chaque fois qu'une idée neuve, depuis 1956, a germé aux alentours du Comité central, celui-ci s'est empressé de l'extirper autoritairement.

Parallèlement, dans les années 1971-74, la capacité d'innovation idéologique, de proposition, est passée du côté socialiste. Redevenu comme sous Jaurès et Blum un parti de synthèse, orienté à gauche sans compromis, le P.S. exerce évidemment une force d'attraction hors de proportion, en ce début, avec ses capacités militantes. D'où, d'une part, un renversement d'influence électorale mettant fin à trente ans de prédominance communiste, mais aussi la volonté, de la part du P.C.F., à partir de la fin de 1974, de briser l'élan du P.S.

Seules les cantonales (1976) et les municipales (1977) retarderont, après une première polémique fin 1974, début 1975, l'éclosion de l'offensive à outrance qui débutera dès le lendemain des municipales, pour aboutir à l'insuccès des 12 et 19 mars 1978.

## CHAPITRE III

# QU'EST-CE QUE LE STALINISME ?

En 1936, Staline est parvenu à l'apogée de sa puissance. Il s'y maintiendra jusqu'à sa mort (1953) : 17 ans. En Russie, le stalinisme *en tant que système* passe par une de ses phases de plus grande violence (1) : c'est l'année du premier grand procès de Moscou (2) (Zinoviev, Kamenev, Smirnov). Staline achève d'affirmer son emprise sur toute l'Internationale et, l'année suivante, les émissaires du Guépéou opéreront en toute impunité dans l'Espagne républicaine. En France, le Front populaire triomphe : à la faveur de l'unité d'action enfin réalisée, de l'unité syndicale refaite, dans l'élan des grandes grèves unitaires, les hommes et les femmes de gauche sont portés à penser que le Parti communiste a su s'arracher à son sectarisme de la précédente période et ils se détournent de tout ce qui pourrait diviser le rassemblement populaire. La réalité soviétique est très mal connue, l'U.R.S.S. apparaît avant tout comme le pays des plans quinquennaux victorieux.

La connaissance et l'analyse de cette réalité ne débordent guère certains cercles d'exilés et d'oppositionnels divers. La majorité de la S.F.I.O. en est restée à la critique de Léon Blum au Congrès de

(1) La première ayant été celle de la collectivisation forcée des campagnes en 1928.
(2) Il y en a déjà eu d'autres (socialistes révolutionnaires, ingénieurs), mais c'est la première fois que la révolution soviétique « dévore ses propres enfants ». Au cours de cette phase, il y aura quatre grands procès, le second en janvier 1937 (Piatakov, Radek), le troisième en juin de la même année (les généraux), le quatrième en mars 1938 (Boukharine). Trotski, lui, est en exil depuis 1928 et sera assassiné en 1940 au Mexique.

Tours. Les termes même de « stalinisme », « stalinien », n'ont cours que chez une poignée de militants trotskistes, anarcho-syndicalistes ou socialistes de gauche. Ainsi, l'immense majorité de ceux qui ont vécu le Front populaire, cette première grande ébauche de l'Union de la Gauche, ont fort mal connu la nature, les caractères, les mécanismes du stalinisme, dans la période même de sa toute puissance. Cette majorité inclut naturellement la presque totalité des militants et sympathisants communistes, trompés par ce que Jean Pronteau appelle « un phénomène d'illusion fantastique » (3).

Quant à la grande majorité de ceux qui ont construit dans les années 70 l'Union de la Gauche (communistes compris), qui ont répondu à son appel, qui ont mis leurs espoirs en elle, ils ont abordé leur engagement avec la conviction que le stalinisme était aujourd'hui chose révolue en France, ainsi qu'en Italie et en Espagne. Cette conviction était en effet renforcée par le développement de l'« eurocommunisme » dans les trois pays. On a donc vécu sur l'idée que les communistes français, maintenant, *savaient* les crimes du régime stalinien : l'existence du Goulag et des asiles psychiatriques leur était connue, l'intervention militaire en Tchécoslovaquie avait été réprouvée par eux, les erreurs étaient répudiées : certes, des traces de ce passé persistaient (le fameux centralisme démocratique, la conception du parti d'avant-garde et hégémonique). Mais restait le principal : le P.C.F. s'était engagé sur la voie du changement. Et certes, tout cela était et demeure vrai. L'Union de la Gauche était partiellement conditionnée par la reconnaissance des fautes du stalinisme de la part des communistes ; à son tour, elle conditionnait et hâtait les mutations du P.C.F. (c'est le choix évoqué p. 10-11). Mais il demeure qu'entre le moment où il était encore mal connu et le moment où il apparaît « dépassé », le stalinisme est un phénomène trop considérable pour être maintenu entre parenthèses, sous peine de ne pouvoir déceler sa présence là où il survit encore et de ne savoir apprécier l'importance de ses séquelles. C'est-à-dire qu'il ne doit pas rester l'affaire des seuls communistes et, en dehors du P.C.F., de quelques spécialistes.

Les militants socialistes ne peuvent pas se dispenser de bien le connaître car il fait partie — indirectement — de leur histoire et de leur expérience *à eux aussi*. L'avenir du socialisme, et pas seulement de l'Union de la Gauche, dépend *aussi* de la participation des socialistes à la liquidation du stalinisme.

---

(3) « Le marxisme embourbé », art. paru dans *Le Matin* du 12 décembre 1977.

## Le stalinisme en U.R.S.S.

En tant que phénomène localisé géographiquement, le stalinisme est d'abord le régime économique, politique et social qui s'est constitué progressivement en U.R.S.S., qui a atteint dans ce pays son plein dévéloppement et qui s'est étendu par la suite aux démocraties populaires satellites de l'U.R.S.S. Gilles Martinet en donne la synthèse suivante (4) :

« Le système repose principalement sur la fusion d'une économie étatisée et d'un pouvoir d'Etat qui se confond lui-même avec l'hégémonie d'un parti unique. Il réalise une concentration des décisions qui est tout à fait remarquable... L'Etat-parti se présente comme celui de la classe ouvrière alliée à la paysannerie en attendant d'être l'Etat du peuple entier. L'appareil du Parti communiste, qui va sans cesse en se renforçant et qui domine toute l'administration, prend, au nom de la classe ouvrière, les décisions qui règlent la répartition du surplus social — nous pouvons encore dire, en l'occurrence, de la plus-value — créé par l'ensemble des travailleurs de l'Union Soviétique. »

L'instauration de ce régime de « l'Etat-parti », a été facilitée par l'extrême décomposition où étaient tombés l'appareil d'Etat tsariste et tous ses appendices administratif, militaire et policier. Son édification a été favorisée dans les années qui ont suivi par le fait que, né dans un pays économiquement arriéré, il s'est développé en vase clos, au milieu d'un environnement international hostile, le relais attendu par les bolcheviks d'une révolution prolétarienne dans un pays avancé ne s'étant pas produit.

Quant aux caractères qu'allait revêtir cet Etat, il les tient en partie de la nature du gouvernement tsariste despotique, bureaucratique et policier auquel il succède, en partie des caractères propres au parti de Lénine, né et grandi dans la clandestinité, conçu par son chef pour combattre efficacement le tsarisme sur son propre terrain. Parti du « centralisme démocratique », le parti bolchevik était foncièrement centraliste avant la révolution de février 1917 ; sa période démocratique n'a duré que quatre ans, jusqu'au X$^{e}$ Congrès (mars 1921), date à laquelle les fractions ont été officiellement supprimées. C'est sur ce terrain, qui lui était favorable et qu'il allait exploiter au maximum que Staline devait asseoir sa propre dictature bureaucratique et policière, appuyée sur le réseau toujours plus nombreux et plus serré de la bureaucratie du Parti. Le réseau enserre le Parti lui-même, en même temps que tous les

(4) « *Dialogue sur le stalinisme* » par Giuseppe Boffa et Gilles Martinet. Stock éd. Giuseppe Boffa est un membre influent du P.C.I. (Comité central).

rouages de l'économie et de l'administration. Cette évolution a été rendue possible par la décimation de la classe ouvrière et des militants bolcheviks (5) durant les années de guerre civile et par la nécessité de faire alors largement appel : dans l'industrie à des couches paysannes politiquement arriérées, dans l'appareil communiste à des éléments restés longtemps extérieurs au Parti.

De telle sorte que, dans le système stalinien, à la différence de tous les gouvernements jusqu'alors connus, ce qu'on appelle « la société civile » (6) se dissout pour se confondre avec l'Etat. Aucun des aspects de la vie n'échappe à l'emprise et à l'investigation de l'Etat. On ne peut même plus parler d'une domination de l'Etat : il imprègne toutes les activités humaines *et il n'est plus que l'expression du Parti.*

Pour achever de caractériser le système, il faut se rappeler que, sous le règne de Staline et tant qu'il a vécu, cette immense armée de bureaucrates détenteurs d'un pouvoir redoutable n'échappe pas, à son tour, au pouvoir terrorisant du N° 1 du Parti et de sa police politique particulière.

## Les partis staliniens

A l'Etat-parti en question conviendrait sans doute plus justement la dénomination de « Parti-Etat » : il s'agit moins en effet d'un Etat peu à peu investi par le parti et dans les moules duquel se serait coulé le parti que d'un parti rigoureusement discipliné et unifié,

---

(5) Ne pas oublier que, si la classe ouvrière était très concentrée dans la Russie tsariste, elle était peu nombreuse. Quant au parti bolchevik, c'était en 1917, le moins nombreux des trois partis (socialistes-révolutionnaires, mencheviks, bolcheviks).

(6) La notion de société civile, créée par les philosophes français et anglais du XVIII[e] siècle a été reprise par Hegel puis Marx. Pour les hommes d'aujourd'hui, le terme demeure associé au nom d'Antonio Gramsci qui s'est longuement attaché à l'élucider. Par rapport à la *société politique* constituée par le personnel politique tenant un mandat public (roi, ministres, parlementaires et leur entourage immédiat), Gramsci définit la *société civile* comme « l'ensemble des organismes vulgairement appelés privés », c'est-à-dire l'ensemble des organisations, avec leurs systèmes de pensée qui soudent entre eux, sur des bases conscientes ou inconscientes, objectives ou subjectives, des groupes d'hommes de toutes sortes (partis, syndicats, associations, églises, journaux, etc.). Cet ensemble aboutit à créer une espèce d'hégémonie idéologique de la classe dominante. L'Etat, avec tout son appareil de formation et de coercition, assure l'équilibre entre société civile et société politique : plus l'hégémonie exercée par une classe au sein de la société s'étend, plus le rôle proprement coercitif de l'Etat diminue. Au contraire, si l'Etat est dirigé par une société politique aux bases sociales réduites, il ne peut s'imposer à l'ensemble de la société que par une dictature impitoyable, *au besoin en supprimant la séparation entre société politique et société civile.*

tout puissant sur l'activité, la répartition, l'affectation, la pensée, le style de vie de ses membres et qui s'est fait lui-même Etat après avoir occupé la place vide laissée par un Etat en ruine.

Et, par l'instrument qu'est la III[e] Internationale, tous les partis communistes se sont peu à peu forgés, non sans mal, sur le modèle du parti soviétique, à partir des scissions de 1920-1921 qui constituent une première épuration (7). Les « 21 conditions » posées par l'Internationale et acceptées au Congrès de Tours par ceux qui allaient fonder le P.C. français ont été la charte initiale. Et certes, le débat intérieur reste admis un certain temps, de même que les directives de Moscou sont formulées au début avec certains égards (8). Mais, à partir de 1924, c'est-à-dire à partir du moment où l'opposition trotskiste est battue, le P.C. français va s'aligner sur le régime intérieur du P.C.U.S., jusqu'à devenir définitivement, au cours de la période dite « classe contre classe » (1928-1934), un parti monolithique et cloisonné, un parti « pas comme les autres ». Le culte du secrétaire général (Maurice Thorez) y reflète le culte de Staline ; la pression idéologique qui s'exerce sur toutes les velléités de discussion et d'opposition répond à la terreur policière qui règne en U.R.S.S. ; le soupçon, les procès internes, les purges répondent aux procès politiques, aux déportations, aux exécutions de Moscou.

## L'idéologie

Les deux branches de la social-démocratie russe — Mencheviks et Bolcheviks — se réclamaient de Marx (9). Elles acceptaient les fondements de la doctrine et appliquaient les méthodes marxistes à l'analyse socio-économique des sociétés. Après la Révolution d'Octobre, le marxisme devient la doctrine officielle de l'Etat soviétique, enseignée en particulier dans les écoles et les universités. Et donc, à partir de ce moment, il va tendre de plus en plus à fonctionner comme une *« idéologie »* c'est-à-dire à justifier une politique au nom d'une théorie. Et sur la théorie elle-même, Staline va imprimer sa marque.

---

(7) « Dans une révolution prolétarienne, *on ne peut pas* l'emporter tant que l'on compte des réformistes dans ses rangs, on ne peut pas défendre la révolution prolétarienne », écrit Lénine, s'adressant à Serrati le 4 novembre 1920, quelques mois avant la création du P.C.I.

(8) Lénine écrit par exemple en août 1921 que certains partis ont « exagéré un tantinet » la lutte contre le centrisme.

(9) Cela devrait suffire à montrer que le marxisme n'est pas *un dogme achevé*. C'est un système philosophique tourné vers l'action, qui admet diverses interprétations et mises au point, divers prolongements.

Et d'abord, cette idéologie officielle va prendre le nom de « marxisme-léninisme ». L'appellation correspond déjà à une démarche justificatrice : elle intervient en effet dans la guérilla qui oppose les successeurs de Lénine sur le point de savoir qui est le véritable héritier du chef de la Révolution, lequel lui est resté seul fidèle. Et, tout en constituant le marxisme-léninisme comme une doctrine scientifique close, détentrice de la vérité absolue, Staline (10) ne s'est pas fait faute d'y introduire, en vue d'authentifier sa politique, des éléments dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils étaient difficilement conciliables avec l'esprit de toute l'œuvre de Marx et d'Engels. Trois de ces points sont particulièrement importants :

— L'affirmation qu'au fur et à mesure que se construit le socialisme, *les contradictions s'aggravent* à l'intérieur de la société soviétique et que la lutte de classe s'accentue en conséquence. L'idée est pour le moins surprenante, s'agissant d'un pays où la propriété des grands moyens de production et d'échange avait été complètement supprimée et où, plusieurs années après cette transformation (11), les forces du passé ne pouvaient aller qu'en s'affaiblissant. Mais cette idée a servi de justification à la terreur sur tout le territoire russe et à la terreur idéologique dans tous les partis.

— La thèse selon laquelle il est possible de *réaliser le socialisme dans un seul pays*, l'environnement international demeurant capitaliste. Cette thèse n'avait pas seulement pour effet de mettre la défense de l'U.R.S.S., patrie du socialisme, au premier rang des devoirs des communistes du monde entier, elle allait subordonner de plus en plus rigoureusement l'action de tous les partis communistes aux intérêts nationaux de la politique soviétique.

— *L'idée du parti*. Il ne s'agit plus cette fois de la façon dont le parti s'est constitué historiquement ni des statuts qu'il s'est donnés en vue d'atteindre au maximum d'efficacité dans le combat. Il s'agit de l'image que se font les militants de leur parti, de la façon dont ils vivent leur appartenance à l'organisation. Lénine, disciple sur ce point de Kautsky (12), était convaincu que la classe ouvrière, livrée à elle-même, est spontanément réformiste. Elle ne

---

(10) Sur la constitution du marxisme-léninisme en système, voir Gérard Delfau, « Marx, marxisme, marxisme-léninisme », in *socialisme aujourd'hui*, Paris (Démocratie et Université), 1977, p. 124-127. L'ouvrage qui résume le mieux la « philosophie » du « marxisme-léninisme » est « matérialisme dialectique et matérialisme historique », de J. Staline. Notons que cette transformation du marxisme en système clos sert aujourd'hui aux « nouveaux philosophes » pour rejeter en bloc le marxisme — assimilé au marxisme-léninisme — sur la base de l'équation Marx = Goulag.

(11) La thèse du socialisme dans un seul pays date de 1924.

(12) Important leader intellectuel de la social-démocratie allemande entre 1895 et 1914, Kautsky a beaucoup influencé Lénine, Rosa Luxembourg et pas mal d'autres.

dépasse pas le trade-unionisme ; capable certes de lutter, et de lutter durement, pour obtenir des améliorations partielles de son sort, elle n'accède pas à une conception globale de ses luttes. Pour découvrir l'issue révolutionnaire, elle a besoin de la doctrine que lui apportent en quelque sorte du dehors, des intellectuels qui ont réfléchi sur la société. De cette rencontre entre la pensée des intellectuels révolutionnaires et la pratique de la lutte par les ouvriers naît l'organisation de classe, seule porteuse des véritables intérêts du prolétariat : le parti. A partir de là, être en désaccord avec le parti, c'est se couper de la classe ouvrière dont le parti incarne la conscience. Cette conviction s'est imposée de plus en plus aux communistes du monde entier, à mesure que le pouvoir de « l'Etat ouvrier » se renforçait en Russie soviétique. A mesure aussi que s'organisaient plus fortement les P.C. des pays capitalistes, plongeant leurs racines en milieu ouvrier, faisant monter de ce milieu les cadres qu'ils éduquaient, formant de plus en plus leurs propres intellectuels.

Ainsi, de l'alliance première entre quelques intellectuels et la masse ouvrière, on en est venu, dans le parti, au contrôle des adhérents issus des milieux intellectuels par des militants issus des rangs ouvriers. De plus en plus, la direction du parti en est venue à invoquer « l'origine petite bourgeoise » des intellectuels, sorte de tare indélébile, pour lui opposer le sens naturel de classe des ouvriers et réduire les velléités d'opposition (13). On a vu encore tout récemment Georges Marchais répondre à Jean Elleinstein et à Louis Althusser (sans les nommer) par des reproches destinés à désigner clairement leur nature d'intellectuels : hommes qui « dédaignent » la réflexion collective, qui préfèrent « monologuer derrière un bureau », qui ont « le cœur bien sec et bien peu de soucis matériels » (14).

## Les méthodes staliniennes

Les luttes de tendances ont toujours été dures dans le mouvement ouvrier : mais, dans ces batailles politiques, Lénine s'est toujours distingué par une âpreté et un acharnement particuliers. D'une façon générale le débat est conçu par les Bolcheviks comme un combat au sens propre du terme, c'est-à-dire qu'il prend de plus

(13) Dès le IV[e] Congrès de l'Internationale communiste, on lit dans la « Résolution sur la question française » : « Il faut à tout prix épurer impitoyablement le parti de pareils éléments (il s'agit des intellectuels qui entrent au parti en amateurs ou en carriéristes) ; le meilleur moyen pour cela serait d'effectuer une révision générale des effectifs du Parti au moyen d'une commission spéciale composée d'ouvriers irréprochables sous le rapport de la morale communiste ».
(14) Rapport au Comité central des 26, 27 et 28 avril 1978.

en plus la forme d'une polémique systématique dans laquelle l'accusation remplace souvent l'argumentation. Contre celui qui est supposé faire le jeu de l'ennemi, tous les moyens sont bons, comme avec l'ennemi pendant la guerre. Les 21 conditions faisaient un devoir aux partis communistes de « démasquer non seulement le social-patriotisme avoué, mais aussi la malhonnêté et l'hypocrisie du social-pacifisme » et de « mener une lutte opiniâtre contre l'Internationale d'Amsterdam » (15).

A l'intérieur même du parti, on ne s'épargnait pas entre membres du bureau politique quand s'élevaient des dissensions. Mais pour Lénine, la violence, la partialité dont il lui arrivait de faire preuve n'engageaient pas l'avenir. Une fois le différend réglé, les rapports de camaraderie redevenaient ce qu'ils avaient été. Après sa mort, c'est Zinoviev, Kamenev, Boukharine qui mèneront d'abord le combat avec le plus de fureur contre l'opposition. Mais c'est avec Staline que les thèses des opposants, puis les simples opinions contraires à celles de la majorité, puis, pour finir, toute critique formulée seront présentées comme autant de symptômes chez leurs auteurs d'une nature foncièrement bourgeoise, antisocialiste et antiparti, d'une tendance invétérée à la collaboration de classe. L'opposant, assimilé à l'ennemi de classe, n'est plus seulement combattu, ni seulement condamné, il est damné. Il ne lui reste alors qu'à confesser son ignominie, à fouler aux pieds son honneur de révolutionnaire, ce qui équivaut à un suicide politique. Et, dans les grands procès, cet acte qui lui est réclamé *au nom de l'intérêt du parti* (16) ne lui garantit même pas la vie sauve, comme le montrent les exemples de Boukharine à Moscou, plus tard de Rajk à Budapest, de Slansky à Prague. Tel est, sommairement rappelé, le mécanisme des procès qui se déroulent en U.R.S.S., dans les démocraties populaires, mais aussi des procès internes, intentés contre des hommes comme Marty ou Tillon dans le P.C.F., procès dans lesquels la preuve est fournie non par l'accusation, mais par les aveux arrachés à l'accusé lui-même, par la confession des fautes qui lui ont été calomnieusement imputées (17).

On s'est souvent étonné que, dans les pays capitalistes où elles ne disposaient pas des moyens de pression du pouvoir d'Etat policier (emprisonnement, torture, déportation, exécution) les directions des P.C. aient pu obtenir sous la forme d'*autocritique* des confessions du type de celles que nous venons d'évoquer. C'est oublier deux éléments :

---

(15) Fédération des syndicats liée à la IIe Internationale, à laquelle appartenait la C.G.T. de Jouhaux.

(16) A ce propos, *l'Aveu*, d'Artur London, est éclairant.

(17) A noter que le P.C.F. est le *dernier parti* où se soit déroulée une opération de ce type, avec l'affaire « Servin-Casanova » en 1961.

— d'abord que les victimes de ce genre d'opération étaient entièrement liées au Parti et que, rejetées par le Parti, elle perdaient tout (18), ce qui les mettait en état de faiblesse psychologique ;
— ensuite que l'absence de risque *mortel* est remplacé pour ces militants par le spectacle du monde capitaliste dans lequel ils vivent, de l'exploitation des travailleurs, de l'oppression coloniale ou néo-coloniale, de la cruauté des guerres contre les peuples du Tiers-Monde. La menace pour eux, c'est d'être rejetés hors du Parti, dans la solitude et l'inaction, de devoir renoncer au combat, de rallier ainsi (fût-ce à leur corps défendant) le camp de ceux qui laissent faire, autrement dit de devenir pour de bon les complices de la bourgeoisie. Cette terreur de caractère idéologique, pour ne pas dire « mystique » (hors du Parti point de salut) peut avoir des effets analogues à la terreur physique.

## L'homme stalinien

Tout ce qui précède : l'histoire et le caractère du régime soviétique, le rôle et le fonctionnement du parti, l'idéologie) aide à se représenter comment a pu être peu à peu modelé le militant stalinien, quel type d'homme le stalinisme a tendu et visé consciemment à cultiver.

Le modèle initial a été celui du bolchevik, homme de fer (19), intrépide et discipliné dans le combat, doté d'une conscience de classe sans défaut, immunisé contre les séductions de l'idéologie bourgeoise et les faiblesses de la morale humanitaire, entièrement dévoué à son parti. Les bolcheviks étaient des hommes nouveaux, en train de bâtir une société nouvelle d'où allait sortir toute une humanité nouvelle à l'image de ces bâtisseurs qui, pour la première fois, avaient fait accéder la classe ouvrière au pouvoir et l'y avaient maintenue. L'idéal de tous les communistes du monde devait être de devenir de « vrais bolcheviks ».

C'est en jouant à la fois sur le prestige de l'héroïsme bolchevik, sur la fierté d'être un homme pas comme les autres dans un parti pas comme les autres et sur le mépris de l'humanitarisme que le stalinisme est parvenu à faire peu à peu du dévouement des militants communistes à leur parti une soumission inconditionnelle à la politique de sa direction. Etre un parfait communiste digne des héros d'Octobre, ce sera de plus en plus se montrer capable de

(18) André Marty, en 1952, fut successivement mouchardé par son secrétaire Jacques Kahn, cambriolé et volé, avant qu'on n'oblige pratiquement sa femme à le quitter. Marty fut psychologiquement anéanti — il devait mourir de chagrin.

(19) Staline = homme d'acier — telle est l'étymologie du pseudonyme choisi par Joseph Djougachvili. Sur tous ces problèmes, voir Colette Audry, *les militants et leurs morales*, Paris (Flammarion), 1977.

donner des preuves de cette soumission : s'interdire toute espèce de critique, être prêt à dénoncer les camarades les plus proches qui se sont laissé aller à critiquer, condamner et rejeter impitoyablement les opposants.



Coll. Fondation Jean-Jaurès

CHAPITRE IV

# LE P.C.F. N'EST-IL PLUS UN PARTI STALINIEN ?

Il y a maintenant plus de vingt-deux ans que Khrouchtchev dénonçait dans son célèbre rapport (février 1956) les crimes de Staline, les graves manquements perpétrés sous son règne contre la démocratie socialiste et s'en prenait au culte de la personnalité. Il y a moins de trois ans (fin 1975) qu'est apparu dans la presse le terme d'« eurocommunisme » pour caractériser une certaine évolution des trois grands partis d'Europe occidentale : le P.C.I., le P.C.E., le P.C.F. Terme venu de l'extérieur des P.C. et, dans un premier temps, « accueilli avec réserve par les instances dirigeantes de ces mêmes partis » (1).

Entre ces deux dates se situe la déstalinisation du monde communiste. Aucun parti, de nos jours, ne se déclare plus ouvertement stalinien. *En Russie,* la déstalinisation a été marquée par une libéralisation, le retour de nombreux déportés, les réhabilitations, l'allègement de la terreur, en particulier celle qui pesait sur les bureaucrates, avec notamment la suppression des grands procès politiques. Toutes choses qui n'ont pas mis fin aux poursuites contre les « dissidents », à leur emprisonnement, leur déportation ou leur séjour en asile psychiatrique. Dans les démocraties populaires, la *poussée populaire* vers la déstalinisation a culminé, en 1956 avec les événements de Pologne et de Hongrie, en 1968-69 avec le Printemps de Prague. Tous ces mouvements ont été suivis des « regels » que l'on sait.

(1) F. Claudin : *L'Eurocommunisme*. Maspéro éd. 1977.

Dans les principaux partis d'Europe occidentale, il est entendu que les « erreurs » du passé ont été « corrigées ». Mais la déstalinisation a atteint des niveaux inégaux selon les partis et le processus n'est pas achevé.

## Où en est-on dans le P.C.F. ?

Ce qui caractérise d'abord la déstalinisation en France, c'est le freinage résolu imposé par l'équipe thorézienne, le long délai mis à reconnaître l'authenticité du rapport Khrouchtchev et, pour finir, le fait que les erreurs de la période stalinienne aient été déclarées liquidées sans qu'un véritable examen et un débat aient jamais eu lieu dans l'ensemble du parti. Ce parti qui se dit marxiste n'a jamais fait la critique approfondie, au sens marxiste du terme (à partir de la réalité sociale, historique et politique de l'U.R.S.S.) du phénomène stalinien, comparable à la critique qu'avait pu faire Marx du phénomène bonapartiste dans la France d'après 1848.

Les changements survenus tout au long de cette période sont les suivants :

*1 — Prise de distance à l'égard de l'U.R.S.S.*

Il s'agit notamment :

• de la désapprobation exprimée lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie, puis réaffirmée à maintes reprises.

Cette désapprobation n'a toutefois pas empêché l'acceptation par le P.C.F. de la « normalisation » de ce pays ;

• des protestations réitérées contre les emprisonnements et les traitements psychiatriques dont sont victimes les dissidents : de la participation de Jean Kanapa, aux côtés d'Artur London et de Laurent Schwartz (trotskiste) à une émission télévisée sur le film *l'Aveu*, etc...

A noter néanmoins que le caractère socialiste du régime soviétique n'a jamais jusqu'ici été mis en question par le P.C.F.

*2 — En ce qui concerne l'idéologie :*

Le changement le plus spectaculaire est intervenu au XXII[e] Congrès (février 1976) par l'abandon du terme de *dictature du prolétariat*.

Mais dès 1972, on constate que le P.C.F. revenait, en signant le Programme commun, sur sa propre doctrine. Il s'engageait, s'il accédait au pouvoir dans le cadre d'un gouvernement d'Union de la Gauche, à respecter des *formes de démocratie considérées jadis par lui comme « bourgeoises »*, c'est-à-dire :

— le droit à la liberté d'expression pour tous les partis, même de droite ;

— la reconnaissance du *pluripartisme* au gouvernement, chaque partenaire collaborant à part entière ;
— l'acceptation de l'*alternance* au pouvoir, en cas de désaveu du gouvernement de la Gauche par le corps électoral.

Ce sont là les points principaux, auxquels il faudrait ajouter un certain nombre de changements sur les prises de position ou les thèses antérieures du parti comme l'abandon de fait de la thèse de la paupérisation absolue (2), le ralliement à la bataille pour la contraception et, tout récemment, le ralliement au thème de l'*autogestion*, alors que le programme commun de 1972 a enregistré les deux formules (autogestion pour le P.S., gestion démocratique pour le P.C.), seule divergence reconnue au moment de la signature.

A vrai dire, presque toutes ces modifications touchant à l'idéologie sont pour les unes purement tactiques, et, pour les autres, correspondent en réalité à une prise de distance par rapport au *léninisme* lui-même et non à un refus du stalinisme. Et il en est de même pour les 21 conditions, dont on admet implicitement que la plupart d'entre elles sont aujourd'hui périmées. En ce qui concerne la 9e condition sur le *travail dans les syndicats*, qui vise à donner aux syndicats le rôle de « courroie de transmission » de la politique du parti, cette condition a été abandonnée en principe, sinon dans la pratique dès 1935 au moment de la réunification syndicale de la C.G.T. et de la C.G.T.U. Depuis cette époque le P.C.F. n'a cessé de s'affirmer partisan de l'autonomie de l'organisation syndicale (3).

3 — Pour ce qui est du *fonctionnement intérieur du parti* enfin, non seulement les membres du P.C.F. mais la plupart des observateurs estiment que l'expression des opinions et la discussion sont devenues beaucoup plus libres à l'intérieur des cellules. Cependant le blocage reste total dès que la divergence risque d'être portée à la connaissance de l'ensemble des militants. C'est ainsi que *l'Humanité* critique vigoureusement des textes qu'elle a refusé d'insérer !

## Le néostalinisme

Tous ces changements sont indéniables. Sont-ils suffisants pour conclure que le P.C.F. a cessé d'être un parti stalinien ? Affirmer le contraire provoque aujourd'hui l'indignation des dirigeants com-

(2) Thèse émise par Maurice Thorez, selon laquelle à l'époque de l'impérialisme, la classe ouvrière s'appauvrissait non seulement par comparaison avec les autres classes sociales (paupérisation relative) mais aussi *absolument*, c'est-à-dire en quantité de richesses perçues comme rémunération de sa force de travail.

(3) La pratique toutefois est loin de correspondre à l'intention déclarée : les prises de position de la C.G.T. après la rupture du 22 septembre 1977 en sont le plus récent exemple.

munistes. Et ceux-ci n'hésitent pas à accuser à leur tour de stalinisme tel responsable socialiste ou tel journaliste. Sans doute est-ce le signe que la qualification de stalinien est devenue aujourd'hui pour le moins vexatoire aux yeux des communistes. Mais, à l'abri de cette répudiation du terme par ceux qui naguère se présentaient fièrement comme staliniens, la confusion n'est-elle pas en train de s'installer ?

• La première constatation qui s'impose est qu'aucune des modifications énumérées n'est intervenue aux termes d'un débat dans les rangs du parti ou n'a été suivie par un débat. Toutes ont été le fait de la direction. Certaines, comme le rejet de la dictature du prolétariat, n'ont été d'abord connues des militants que par les médias. D'autres, comme celles qui figurent dans le Programme commun, n'ont pas été soumises après coup à leur réflexion. D'autres enfin, comme l'abandon de la thèse de la paupérisation absolue n'ont jamais été explicitement formulées. Or le régime du *centralisme démocratique* tel que le concevait Lénine, qui est celui du P.C.F., ne proscrit en aucune façon la discussion interne. Il l'admet même comme étant de droit (4). L'étouffement du débat jusqu'à suppression complète correspond à l'époque stalinienne.

A tous les faits énumérés, et concernant également le fonctionnement du parti, il faut ajouter le maintien d'un strict cloisonnement des cellules et des sections qui empêche ce qu'Elleinstein appelle « toute circulation horizontale des idées » (5). Louis Althusser (6) fait état de son côté :

— de l'évolution du Comité central qui, d'une assemblée délibérative à caractère législatif a été réduit à la fonction de simple chambre exécutive (« l'assemblée générale des préfets ») ;

— d'autre part de la coupure dans le sens vertical qui fait que les revendications et aspirations venues de la base ne peuvent remonter jusqu'au sommet, sinon à travers les filtres successifs de l'appareil, qui les sélectionne en fonction de ses besoins particuliers. On aboutit ainsi aux unanimités massives comme celle qui vient encore de s'exprimer au Comité central du 26 avril 1978.

— enfin du « pacte » du silence qui lie entre eux les membres du Bureau politique et qui a pour effet d'abolir, dans cette direction collégiale, toute responsabilité personnelle, qui permet de procéder à des virages tout en affirmant qu'on suit la même politique, et de commettre des erreurs sans jamais les reconnaître ;

— quant à *la conception que le parti se fait de lui-même et de son rôle*, et sur laquelle on aura l'occasion de revenir au chapitre qui

(4) Voir les articles de Philippe Robrieux dans *Le Monde*, 9 et 10 juin 1978.
(5) Voir les articles parus dans *Le Monde* des 13, 14, 15 avril 1978.
(6) Voir les articles parus dans *Le Monde* des 25, 26, 27, 28 avril 1978.

traite des différences profondes entre la stratégie du P.S. et celle du P.C.F., sur ce point aucun changement n'est survenu ni ne paraît même envisageable à l'heure actuelle. La plupart des articles qu'on a pu lire, dans la presse non communiste, émanant de militants qui contestent la politique et la pratique du P.C.F. dans la dernière période, ne soulèvent pas le problème. A l'exception toutefois d'Althusser lorsqu'il reproche au parti d'avoir une conception « bourgeoise » et manipulatrice des alliances : le parti « ne peut traiter ses alliés *comme des autres* — affirme-t-il — comme des forces à sa merci... *mais comme de vrais égaux* ». Or cette conception inégalitaire de l'alliance a été *de tout temps* celle des partis communistes.

## Toujours le « rôle dirigeant »

Elle ne fait qu'un avec celle du rôle privilégié du parti « avant-garde » ayant la vocation de jouer le « rôle dirigeant » dans le rassemblement des forces anticapitalistes tout au long de ce qu'on appelle « la période de transition » (ou encore « les voies de passage »). Cette période débute avec le renversement du rapport des forces entre la bourgeoisie et les forces de gauche qui permet, dans un premier temps, la conquête des leviers principaux du pouvoir économique et politique. Marquée par la réalisation d'un certain nombre de transformations profondes, elle correspond au moment où sont jetées les bases du socialisme et s'achève par l'entrée dans la société socialiste.

A vrai dire, l'expression « rôle dirigeant du parti », qui fut longtemps en usage, et dès le temps de Lénine, a été atténuée et nuancée depuis peu lors des XXI[e] et XXII[e] Congrès. On parle désormais d'« influence dirigeante du parti », influence qui doit être acquise et méritée par toute l'action de celui-ci : il s'agit pour lui de se montrer le meilleur. Présentée ainsi, l'idée ne peut donner lieu à objection. Il est juste qu'au sein de l'alliance des forces de gauche, les rapports entre partenaires soient des rapports d'émulation où chacun est amené à faire ses preuves au grand jour. Le mouvement dans son ensemble ne peut qu'y gagner. Ce fut d'ailleurs la thèse des grands leaders du P.C. de Tchécoslovaquie rénové, à l'époque du Printemps de Prague (Dubcek, Smrkovsky). Et cela signifiait dans leur esprit *la rupture avec la période précédente*, au cours de laquelle le rôle dirigeant conféré de droit au parti servait à justifier sa mainmise sur tout l'appareil d'Etat.

Mais, *en fait*, le P.C.F. n'a pas renoncé à ce rôle dirigeant qui lui reviendrait *de droit*. C'est sur la vocation de la classe ouvrière qu'il projette maintenant l'éclairage ! En tant que classe directement

exploitée, contrainte de vendre sa force de travail aux capitalistes pour assurer sa subsistance, elle est apparue aux socialistes de la Ie, de la IIe, puis de la IIIe Internationale comme la seule force apte à mener le combat de tous les opprimés pour supprimer le régime dont elle est la principale victime et qu'elle est le mieux placée pour frapper au cœur. On verra plus loin que, pour les socialistes, ce schéma demande aujourd'hui à être réadapté à la réalité économique et sociale contemporaine. Mais c'est toujours celui dont se prévaut le P.C.F. pour fonder et justifier sa stratégie. Car c'est en se proclamant *LE* parti de la classe ouvrière, appelé par conséquent à « guider » et à organiser les luttes de celle-ci, qu'il peut récupérer en droit le rôle dirigeant dévolu à la classe.

## Toujours les mêmes méthodes de « débat »

— Enfin, depuis l'automne 1974 et, d'une façon beaucoup plus accentuée, depuis le début de l'été 1977, l'histoire de l'Union de la Gauche montre que, pour ce qui est des méthodes utilisées dans le « débat » politique avec le Parti socialiste, le P.C.F. en est resté aux pratiques de la période léninienne, fortement aggravées sous le règne de Staline. Ces pratiques sont autant d'actes de guerre contre un partenaire assimilé à l'ennemi de classe avec lequel tous les moyens de guerre seraient autorisés : attaques acharnées de caractère polémique, procès d'intention, accusations sans preuve, dénaturation des paroles et des écrits, calomnies.

Certes, les qualificatifs attribués au P.S. qu'on a pu lire tout au long de l'automne 1977 et de l'hiver qui a suivi dans *l'Humanité* n'ont jamais égalé en virulence ceux que l'on trouvait dans la même *Humanité* dans les années 28 à 34 (social-fascistes, social-traîtres, etc.) ou pendant la période de la guerre froide (7). Mais il ne faut pas oublier qu'à ces deux époques, aucun pacte d'unité d'action, aucun accord de gouvernement ne liait les deux partis : ce furent les moments de plus grande séparation depuis la rupture de 1920. Qui ne voit que, s'adressant cette fois *à un allié* avec lequel on s'est engagé à gouverner sur la base d'un programme élaboré ensemble, et avec lequel toute une série de batailles viennent d'être menées, les accusations d'avoir exécuté un virage à droite, de se préparer à collaborer avec le pouvoir en place, de renier le Programme commun, revêtent autant de gravité dans leur contenu que les injures de la IIe période. Et c'est ce que pense Elleinstein, lorsqu'il constate

(7) Dans un article paru dans la revue l'*Internationale Communiste*, n° 2 de 1940, on peut lire, sous la signature de Maurice Thorez, que Léon Blum est « un rusé politicailleur » qui « pousse des soupirs hypocrites », un « écœurant comédien... au cœur impassible et impitoyable », un « égoïste jouisseur », « une canaille politique », un « répugnant reptile », un « monstre moral et politique », etc.

(8) qu'on a fait de « l'antisocialisme primaire » et qu'on a paru revenir à l'époque de la tactique « classe contre classe » (9).

Quatre traits de cette polémique sont à souligner :

1° L'appréciation que porte aujourd'hui le P.C.F. sur le P.S. d'Epinay est la même que celle qu'il portait en 1920, entre 1928 et 1934 et pendant la guerre froide sur la social-démocratie prise en bloc. Elle n'a pas varié. Et cette appréciation se traduit par la phrase inlassablement répétée : « Le P.S. n'a pas changé ». Sur ce point, le P.C. fait preuve lui-même d'un « fixisme » extraordinaire.

2° Ce fixisme révèle toute une structure de pensée du stalinisme qui ignore délibérement les règles de l'observation et de la réflexion scientifique appliquées à l'histoire et à la réalité humaine. Faisant fi de la dialectique marxiste dont elle se réclame, cette structure s'apparente aux structures d'une pensée religieuse et morale archaïque pour laquelle les collectivités comme les individus sont ce qu'ils sont par nature et une fois pour toutes, et qui pourrait s'exprimer ici par : « les socialistes sont prédestinés à la trahison » (10).

3° Le raisonnement par purs syllogismes (Tous les chiens aboient, or Médor est un chien, donc Médor aboie) conduit directement à la pratique de l'amalgame. C'est ainsi qu'après la « première rupture » du 14 septembre 1977, à l'initiative de Robert Fabre, *l'Humanité* publie des « démonstrations » du type : « Robert Fabre a rompu la négociation, or Robert Fabre est proche de François Mitterrand, donc François Mitterrand a rompu en fait la négociation ». Même « raisonnement » quand, tout récemment, Robert Fabre a accepté la mission sur l'emploi que lui proposait V. Giscard d'Estaing.

4° Les accusations dirigées contre le P.S. et ses leaders sont des réquisitoires comparables à ceux que prononçaient jadis les procureurs des procès de Moscou et des démocraties populaires. Réquisitoires d'un type spécial, qui défiaient toute logique, ne se préoccupaient d'aucune cohérence et d'où était absent le souci de démontrer et de prouver, puisque la preuve devait être fournie par l'aveu de l'accusé.

C'est un tel procès que le P.C. a intenté au P.S. — mais un procès où l'accusé collectif — l'immense majorité des militants socialistes — *s'est refusé à avouer.*

Quelques exemples, pris entre bien d'autres, pour illustrer ces trois observations :

1) Le refus des socialistes de nationaliser *toutes les filiales* à plus de 51 % des neuf groupes inscrits au Programme commun a été le

(8) Articles cités.

(9) On y est effectivement revenu depuis le C.C. du 26 avril 1978 avec la réapparition du mot d'ordre d'union « à la base ».

(10) « Le socialisme porte en lui la trahison comme la nuée l'orage ». Ce détournement d'une phrase de Jaurès sur le capitalisme et la guerre est dû à Roland Leroy, en août 1977.

premier cheval de bataille des dirigeants du P.C.F., le point sur lequel ils avaient choisi de rompre pour conclure à l'infidélité du P.S. au Programme commun. Ce point a été peu à peu abandonné, vraisemblablement parce qu'il ne portait guère sur l'opinion et ne convainquait pas les militants communistes. Il n'a même plus été soulevé le 13 mars. D'une part donc, il est apparu pour ce qu'il était : un prétexte à lancer les attaques. Prétexte interchangeable (11). D'autre part, durant tout le temps où il a servi d'argument-massue, les dirigeants du P.C.F. sont restés sourds à la réponse socialiste, à savoir qu'il n'avait pas été question des filiales pendant les négociations de 1972. Or, il faut savoir que, dans la revue *Economie et Politique* de janvier 1977, l'économiste P. Herzog écrivait : « Il faudra nationaliser les neuf groupes et *quelques-unes* (c'est nous qui soulignons) de leurs filiales ». La phrase prouve à l'évidence que, sept mois avant la rupture des pourparlers, la nationalisation des filiales d'un groupe n'allait pas automatiquement de soi au regard du Programme commun pour un communiste compétent sur ces sujets.

2) Ce premier cas montre déjà que, tout en reprochant au P.S. de ne pas respecter les clauses du Programme commun, *c'est le P.C.F. qui a décidé en septembre d'en changer les équilibres* — en prétendant le contraire. La vérité est que le P.C. a varié dans son appréciation du Programme commun et de son application.

Le 8 octobre 1974, dans une interview donnée à Europe 1, Georges Marchais disait : « Nous sommes engagés avec nos alliés sur le Programme commun. Nous disons : le Programme, rien que le Programme, mais tout le Programme ». Même son de cloche le 6 décembre de la même année lors d'une conférence de presse sur le scandale pétrolier : « Les communistes n'iront au pouvoir que pour appliquer le Programme commun, rien que le Programme commun, mais tout le Programme commun ».

En revanche, deux ans et demi plus tard, à une réunion des élus communistes qui se tient les 4 et 5 mai 1977, Georges Marchais affirme : « Il n'est pas possible d'aller à la bataille avec le Programme commun tel qu'il est, c'est-à-dire trop imprécis ou insuffisant dans des domaines essentiels ».

Pour finir, à partir du 22 septembre, le P.S. sera accusé d'être en recul sur le Programme, auquel les communistes seraient restés, pour leur part, rigoureusement fidèles !

(11) Le terrain de rupture a d'ailleurs été l'objet de longues hésitations de la part de la direction du P.C.F. Si elle a préféré les nationalisations, c'est vraisemblablement parce qu'il s'agissait là d'une question d'*interprétation* du texte de 1972. Durant le printemps, l'*Humanité* avait lancé des attaques sur d'autres points, mais ceux-ci concernaient soit des ajouts au Programme commun (hiérarchie de 1 à 5, nationalisations supplémentaires), soit des questions où le P.C.F. avait changé d'avis (la force de frappe).

3) Georges Marchais n'a cessé d'imputer au P.S. la responsabilité de la rupture. Tel est le sens de la phrase inlassablement répétée : « Ce n'est pas nous qui avons quitté la table des négociations ». La vérité se situe aux antipodes : ce sont les responsables du P.C. qui ont refusé d'examiner sérieusement les neuf dernières propositions présentées par le P.S. sur les nationalisations. Le compte rendu de cette dernière partie de la séance, paru dans *Le Monde* du 24 septembre 1977, porte en effet qu'à la reprise de la discussion à 23 heures, après une suspension : « M. Herzog (P.C.F.) estime que le texte du P.S. représente un certain progrès mais qu'il n'est pas très nouveau et ne correspond pas en tout cas au Programme commun de 1972. M. Marchais l'interrompt pour affirmer que le Parti socialiste n'apporte aucun élément nouveau et que ce texte *ne mérite pas d'être discuté* (c'est nous qui soulignons). M. Mitterrand demande que l'on discute du texte en détail. M. Marchais répond qu'*il n'y a rien à ajouter sur ce plan* et il se lance dans un plaidoyer en faveur de l'Union de la Gauche ».

4) Une place doit être faite dans cette courte récapitulation aux attaques personnelles dirigées contre le Premier secrétaire du P.S. (12). Si leur ton n'a jamais atteint celui de Maurice Thorez lorsqu'il s'attaquait à Léon Blum, le contenu en est tout aussi injurieux. La principale de ces attaques, lancée au printemps 1977 et plusieurs fois reprise, fait porter à François Mitterrand la responsabilité des tortures commises en Algérie de 1956 à 1957, du fait qu'il était à cette époque ministre de la Justice. C'est oublier délibérément — ce que les responsables du P.C.F. ne peuvent pas ignorer — que tous les pouvoirs dans les départements algériens avaient été transférés au gouvernement général. Et cela en vertu des pleins pouvoirs accordés par l'Assemblée au Président du conseil. *Pleins pouvoirs votés par le groupe parlementaire communiste.* On voit comment est opéré le déplacement de responsabilité.

D'autres exemples pourraient être cités, non moins significatifs :

— le procès d'intention fait au P.S. de vouloir aller seul au gouvernement en dépit de toutes les déclarations de François Mitterrand de 1972 à 1978 ;

— l'interprétation volontairement erronnée de l'accord sur les municipales passé en juin 1976 ;

— le terme de « diktat » qui accueillit, dans *l'Humanité* du 7 novembre 1977, la proposition de la Convention nationale du P.S.

(12) Dès la séance d'ouverture des négociations, Georges Marchais attaque nommément et à deux reprises, *dans un préambule*, François Mitterrand, comme seul « responsable » du « retard » de ces négociations. Interrogé à la radio, Roland Leroy déclare (*Le Monde*, 25 octobre 1977) qu'un changement à la tête du P.S. « n'est pas nécessaire », manière élégante de dire qu'il en serait ravi. Tout se passe comme s'il s'agissait de séparer les militants socialistes du Premier secrétaire, et d'effacer dans l'opinion l'impact spécifique de la campagne présidentielle de 1974.

d'une reprise de la négociation « sans condition ni préalable », alors que la même formule, cessant d'être un diktat, devait être reprise par le P.C. un mois avant les élections législatives (13).

De tout cela résulte, ainsi qu'il est dit au début de cette brochure, que si la direction du P.C. a procédé ces dernières années à un « aggiornamento » sur certains points de doctrine et a laissé se développer plus librement le débat à l'échelon inférieur, les changements décisifs ne sont pas encore intervenus. Ce que Giuseppe Boffa appelle « le noyau fondamental » (14) demeure intact. On rappelle qu'il est constitué, ce noyau, par la conception du parti et de son rôle. Il est consolidé par un certain nombre de méthodes et de comportements qui n'ont pas varié non plus. Méthodes apparentées à celles des procès de Moscou ; comportements de « l'homme stalinien » auxquels se sont heurtés nos camarades socialistes toutes les fois qu'ils ont tenté d'engager un vrai débat. Là réside la permanence du stalinisme.

On remarquera que nous avons laissé de côté le problème des rapports qu'entretient actuellement le P.C.F. avec le P.C.U.S., problème qui touche lui aussi aux changements décisifs à intervenir. Nous constatons que le P.C.F. s'est engagé sur la voie de la critique du régime soviétique (concernant l'absence de libertés en U.R.S.S. et, plus récemment, dans le rapport Fiterman (15), la perméabilité de l'économie soviétique à la crise mondiale). Si nous nous bornons à ces remarques c'est que, sur ces relations P.C.F.-P.C.U.S. la lumière n'est pas faite. On entre dans le champ des hypothèses. Des arguments peuvent néanmoins les étayer. Nos camarades les trouveront dans le rapport de Lionel Jospin à la Convention nationale du 29 avril 1978. On s'en est tenu ici à l'*observable* et au *certain*.

■

(13) A l'issue de la rencontre qui eut lieu le 9 novembre 1971 entre trois responsables de l'Union de la Gauche (P. Bérégovoy P.S., Ch. Fiterman P.C. et F. Loncle M.R.G.) et qui ne donna aucun résultat, Fiterman déclara à la presse : « La proposition de rencontre faite par le P.S. apparaît comme une astuce, comme une manœuvre destinée à camoufler la volonté réelle d'abandon du Programme commun ».
(14) G. Boffa et G. Martinet, *Dialogue sur le stalinisme*.
(15) L'*Humanité* du 30 mars 1978.

## CHAPITRE V

# LA STRATEGIE UNITAIRE : UNION DE LA GAUCHE OU UNION DU PEUPLE DE FRANCE ?

Un parti politique *se juge à ses actes,* c'est-à-dire par la comparaison entre les principes dont il se réclame, la stratégie qu'il a choisie, les engagements qu'il a contractés et la façon dont il les applique dans la pratique quotidienne ou dans des circonstances graves. « Le P.S. d'Epinay, écrivait Lionel Jospin (1), a respecté sans défaillance le contrat politique qu'il a signé en juin 1972 avec le Programme commun. Peut-on citer une défaillance, un manquement à la stratégie d'union ? ».

Ce fut la réponse constante du Parti socialiste aux attaques dont il était l'objet. Et l'impossibilité en effet de citer un cas précis de manquement montre que les chefs d'accusation ne résistent pas à l'examen ; en d'autres termes que le procès intenté est un *mauvais* procès, un procès dont les motifs profonds ne sont pas ceux que l'on évoque ouvertement.

Ce n'est pas le lieu ici d'examiner les hypothèses en présence (2) en vue de dégager la ou les raisons véritables de ce procès. Ce qu'on va essayer de montrer maintenant, c'est que le reproche fait au P.S. d'être infidèle au Programme commun est étroitement lié au fait que la stratégie de l'Union de la Gauche ne représente pas exactement la même chose pour le P.S. et pour le P.C.F.

• *Pour le Parti socialiste,* il s'agit bien d'une stratégie, c'est-à-dire de la mise en œuvre organisée d'un ensemble de moyens en vue de renverser le rapport des forces entre la Droite au pouvoir et l'opposition de gauche.

(1) *Le Monde* du 18 août 1977 : « La stratégie du soupçon ».
(2) Voir le rapport de L. Jospin à la convention nationale du P.S. du 29 avril.

Les moyens sont constitués par l'alliance de l'ensemble des forces de gauche du pays représentées par leurs organisations politiques responsables.

L'objectif est la victoire électorale de ces forces, c'est-à-dire leur accession au pouvoir pour appliquer un programme de gouvernement négocié par des partenaires égaux qui sont les représentants des organisations.

Aux yeux des socialites, cette stratégie, nous l'avons dit, est la seule possible : rien ne peut changer en France tant que les forces de gauche sont désunies ; tout a commencé à changer le jour où elles se sont unies. C'est ce qu'exprime le P.S. quand il affirme qu'*il n'a pas de stratégie de rechange,* puisqu'il n'en existe pas d'autre pour atteindre les objectifs fixés.

• *Le Parti communiste,* quant à lui, s'est référé en termes analogues à la stratégie de l'Union de la Gauche pendant toute la période qui s'étend de la signature du Programme commun à la tenue du XXI[e] Congrès (octobre 1974). Par la suite, il lui est arrivé à diverses reprises de réaffirmer l'égalité des partenaires dans l'alliance. Mais, *à partir du XXI[e] Congrès, il a adjoint à l'Union de la Gauche le mot d'ordre d'Union du Peuple de France.* Nous disons bien « adjoint », car il n'a pas cessé de se réclamer pour autant de l'Union de la Gauche, tout en la mettant en veilleuse. Nous disons « mot d'ordre » car l'Union du Peuple de France n'a jamais été présentée par lui à proprement parler comme une stratégie. On va voir néanmoins qu'elle en a tous les caractères.

## Vraie stratégie...

1 - L'Union du Peuple de France tient d'une stratégie d'abord par *l'ampleur de son projet :* unir les forces les plus larges en un rassemblement qui déborde l'Union de la Gauche.

2 - Ce rassemblement repose sur *une autre conception que celle de l'Union de la Gauche.* On y trouve pêle-mêle : « les employés, les paysans, les ingénieurs, les techniciens, les enseignants et les artistes, les commerçants et les artisans, les petites et moyennes entreprises ».

On y trouve « tous les démocrates, tous les patriotes », on y trouve les chrétiens, les femmes. Ainsi cette union ne repose *sur aucun critère de classe :* aucune distinction n'est faite entre les couches salariées et non salariées par exemple, ou entre les gros et les petits paysans, entre les petits et moyens capitalistes et ceux qui ne possèdent que leur force de travail.

3 - *Politiquement, les forces de changement,* au nombre de trois, sont désignées comme étant :
— l'Union du Peuple de France;
— la classe ouvrière autour de laquelle elle se rassemble;
— le Parti communiste français, parti de la classe ouvrière.
4 - Tout cela a pour effet de ravaler l'Union de la Gauche *à une position seconde,* en la noyant dans un magma confus dans lequel sa place et son rôle ne sont jamais clairement définis, mais seulement évoqués par des images. Le Programme commun devient « l'axe » de l'Union du Peuple de France. Tout récemment encore, dans le rapport de Georges Marchais au Comité central du 2 avril 1978, l'Union de la Gauche a été qualifiée de « ciment » de l'Union du Peuple de France.

## ... et fausse ouverture

*Ainsi s'est opérée une substitution de stratégie.* Mais cette substitution ne s'est pas produite d'un seul coup : elle s'amorce à partir de l'automne 1974, moment où commence la polémique contre le P.S., moment où l'Union de la Gauche n'apparaît plus à la direction du P.C.F. comme la méthode propre à placer le parti en position de force. Et cela permet de comprendre pourquoi le XXII[e] Congrès, où triomphe l'« Union du Peuple de France » *n'est pas en réalité un véritable congrès d'ouverture,* comme le croient la grande majorité des militants communistes, *y compris les contestataires.* Pour ces derniers, en effet, l'ouverture pratiquée au XXII[e] Congrès n'aurait pas été suivie d'effet dans la pratique, et elle se serait refermée au cours de l'année 1977, marquée par un retour au sectarisme. C'est pourquoi ils réclament, eux, un retour au XXII[e] Congrès.

Or, ce qu'il faut bien voir, c'est que le retour au XXII[e] Congrès, dont le thème vient d'être largement repris par Georges Marchais le 26 avril, sert très bien la politique de la direction, à la fois parce que l'Union du Peuple de France donne au Parti communiste un rôle privilégié (qui rejette par conséquent dans l'ombre le P.S. avec l'Union de la Gauche tout entière) et parce qu'il donne en apparence satisfaction à ceux des militants communistes mécontents qui n'ont pas accepté le sectarisme de la dernière période et qui ont pris le XXII[e] Congrès pour un *vrai* congrès d'ouverture.

## Le contexte a changé

On a vu (chap. II) que l'Union du Peuple de France n'est pas fondamentalement une nouveauté dans l'histoire du P.C.F. Elle reparaît périodiquement, sous des dénominations diverses (front des Français, front national) et elle a permis périodiquement au P.C. d'occuper un terrain laissé libre par un Parti socialiste affaibli (que cette stratégie a pour effet d'affaiblir encore). *La nouveauté est aujourd'hui dans le contexte :* pour la première fois la stratégie se développe face à un P.S. renouvelé, renforcé, en plein essor, et alors que l'autre stratégie, celle de l'Union de la Gauche, faisait chaque jour davantage la preuve de sa justesse par les succès qu'elle remportait. Il est clair, dans ces conditions, que le P.C.F. ne pouvait pas rompre avec l'Union de la Gauche. Sa démarche a consisté par étapes, et avec des temps de répit (3), à glisser de l'Union de la Gauche à l'Union du Peuple de France sans jamais renoncer officiellement à la première. C'est ce qu'on appelle la politique « des deux fers au feu ». Toutefois, *comme il n'est pas possible de mener effectivement deux stratégies à la fois,* la stratégie de l'Union de la Gauche, dans cette démarche, tend à prendre un caractère purement tactique par rapport à l'Union du Peuple de France qui devient la stratégie fondamentale.

Reste alors à expliquer pourquoi justement le contexte a changé. *Pourquoi, en moins de sept ans un Parti socialiste vieilli, presque exsangue, est-il devenu un parti nouveau, actif, militant et en expansion, la principale force électorale du pays ?*

Pour répondre à cette question, il ne suffit évidemment pas de rappeler l'apport de sang nouveau qui a assuré la fusion d'Epinay. Il ne suffit pas non plus de dire que le Parti socialiste se renforce chaque fois qu'il retrouve sa vocation en s'attachant à la poursuite de l'unité des forces de gauche. Une telle politique, certes, lui a valu dans le passé des succès, mais jamais un succès d'une telle ampleur. Et, par exemple, dès avant la victoire de 1936, le P.C.F. a profité *proportionnellement plus* que le P.S. de la politique de front populaire (4). Or, *il n'en est plus ainsi aujourd'hui :* on constate que si le P.C.F. est bien parvenu à freiner au dernier moment la progression du P.S., assez pour que l'Union de la Gauche échoue au poteau, lui-même a dû renoncer à sa primauté à l'intérieur de la Gauche. Non seulement il n'a pas progressé (c'est le fameux « butoir » auquel il se heurte, dont parle Althusser), mais il est apparu

(3) Ce sont les moments d'atténuation de la polémique qui ont précédé les élections cantonales de 1976 puis les municipales de 1977.

(4) Cf. chap. II

le 13 mars en léger recul dans l'ensemble du pays, et en net recul dans nombre de ses fiefs ouvriers.

Ainsi la justesse de la ligne ne suffit pas à elle seule — *c'est-à-dire si l'on s'en tient strictement au niveau politique* — à rendre compte des immenses progrès accomplis par le P.S. La vérité est que la justesse en tout temps de cette ligne permet aujourd'hui de remporter des résultats décisifs (et non plus seulement partiels ou momentanés comme autrefois) parce qu'elle coïncide avec la *réalité sociale* telle qu'elle est devenue aujourd'hui. Cette réalité fait qu'il existe aujourd'hui un électorat *potentiel* largement majoritaire ayant un intérêt fondamental à un changement de régime. Et si tout porte à penser que cet électorat a tendance à voter pour le P.S. plutôt que pour le P.C.F., c'est que le P.S. s'est montré capable de reconnaître son existence, de répondre à ses aspirations et donc de faire de cet électorat potentiel un électorat réel. Ce qu'a exprimé François Mitterrand en disant qu'il y a dans ce pays une majorité *sociologique* de gauche dont il s'agit de faire une majorité *politique*.

Cette majorité sociologique est ce que le P.S. appelle le *front de classe* et qui constitue un des éléments de son identité, « l'un des trois grands principes sur lesquels le Parti socialiste a fondé et orienté son action... C'est... une réponse théorique et pratique à l'analyse des rapports de force dans notre société industrielle où fonctionne un capitalisme à dominante bureaucratique » (5).

Une stratégie qui ne se fonde pas sur une analyse correcte de la société et qui ne tient pas compte des tendances évolutives de cette société est une stratégie privée d'avenir. Or, la notion de front de classe exprime un mouvement historique : « l'évolution des couches sociales, à la fois par leur diversification et leurs nouvelles aspirations (6), remet en question aussi bien la théorie de l'alliance des classes autour d'un compromis (variantes centristes de la troisième force et espérance giscardienne) que la thèse d'une large alliance de toutes les couches mécontentes dirigées par la classe ouvrière et son parti » (7), « L'évolution des couches sociales » dont il est question est caractérisée principalement par l'extension du salariat exploité, devenu majoritaire dans la nation, du fait que le capitalisme a étendu son emprise sur des secteurs de plus en plus nombreux de l'activité économique, jadis occupés par le petit artisanat, le petit commerce, la petite exploitation.

---

(5) P. Bérégovoy : *La stratégie socialiste du front de classe*, article paru dans *Le Monde* du 12-13 juin 1977 auquel nous faisons plusieurs emprunts dans ce chapitre.
(6) Il conviendrait d'ajouter : mais aussi par la tendance à l'homogénéisation des conditions de travail et de vie.
(7) P. Bérégovoy, *art. cité*.

## Deux vastes camps ennemis

La conséquence de cette évolution, c'est que la classe ouvrière des usines n'est plus isolée dans la nation comme elle l'était au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e, face à une majorité non salariée de la population active. Elle est maintenant entourée, épaulée, prolongée par tout un ensemble de travailleurs. De telle sorte que la bipolarisation s'accentue et que les phrases du Manifeste communiste se trouvent de plus en plus vérifiées : « le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classe. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat ».

Vérifiées à cette différence près que l'extension du « prolétariat » est le fait de l'accroissement des catégories dites « tertiaires » plus que de l'augmentation du nombre des ouvriers proprement dits (8).

Ainsi, le front de classe s'inscrit bien « dans le mouvement historique d'une rupture avec le capitalisme » (9). Il est le résultat de cette « concentration dans la classe non possédante ou prolétaire (qu'avait perçue Jules Guesde) de toutes les activités musculaires et cérébrales, depuis le graisseur de roues et le chauffeur, en passant par les chimistes, les ingénieurs, les directeurs, etc. Toute l'armée du travail, hommes et cadres, constituée en dehors de la classe capitaliste » (10).

Le Parti socialiste a greffé directement sa stratégie unitaire sur la notion de front de classe. En premier lieu parce qu'*il voit dans l'Union de la Gauche la traduction politique de ce front de classe*. C'est-à-dire que l'union n'est plus une coalition d'intérêts circonstanciels mais un véritable front « capable d'avancer tout entier du même pas, basé sur la communauté des intérêts et des buts à long terme » (11). En second lieu, et par voie de conséquence, le P.S. estime que toutes les composantes de ce front de classe s'engagent à égalité dans le combat. La classe ouvrière au sens traditionnel du terme occupe dans l'union, du fait de sa concentration, de son expérience passée et présente, de ses organisations, *une place cen-*

---

(8) Bien que ce nombre continue à s'accroître non seulement en chiffres absolus mais en pourcentage dans la population active.

(9) P. Bérégovoy : *art. cité*.

(10) Jules Guesde : « *Le problème et sa solution* ».

(11) Cahiers de l'E.R.I.S., 1976. 5/6. *Le Front de classe*. Voir aussi le numéro 29 de la *Nouvelle Revue socialiste*, p. 33-48 (articles d'Alain Meyer, Colette Audry et Paul Bacot).

*trale*. Elle y joue un *rôle moteur*, mais non plus un *rôle dirigeant* puisque c'est le front entier qui a la charge de diriger les luttes. Aucune catégorie ne doit avoir le pas sur les autres. Et dans l'union elle-même, expression politique du front, aucun des partis composants ne doit disposer d'un monopole.

## Les contradictions de la stratégie communiste

Le Parti communiste, pour sa part, s'en tient à l'analyse des classes sociales que l'on pouvait faire au siècle dernier, au temps du capitalisme « libéral » et concurrentiel ; l'analyse qu'un homme comme Jules Guesde, on l'a vu, avait déjà commencé à affiner pour l'adapter à l'évolution qui s'amorçait. Pour le P.C.F., la société française se compose toujours d'un côté de la classe possédante, détentrice des moyens de production et d'échange, de l'autre de la classe ouvrière des usines, productrice de plus-value, avec, entre les deux, un vaste secteur constitué par l'ensemble de la paysannerie pour une part et, pour le reste, par un ensemble indifférencié désigné par les termes tantôt de « petites bourgeoisie », tantôt de « couches moyennes », sans qu'intervienne de distinction, on l'a dit, entre les catégories salariées et non salariées ou les petits et les gros paysans (12). C'est là du moins l'image de la société que dessinent les grands textes officiels lancés en direction de l'ensemble des militants et de l'opinion publique. Tout au plus y est-il ajouté, parfois et en passant, quelques corrections. Ainsi Georges Marchais a constaté au XXII[e] Congrès qu'avec « la classe ouvrière proprement dite, l'ensemble des travailleurs salariés représente au moins les trois quarts de la population active », et, dans un ouvrage comme celui de Claude Quin (13), on peut lire :

« En mouvement vers elle (la classe ouvrière), des couches de salariés en nombre rapidement croissant, que leurs conditions de vie et de travail rapprochent de la classe ouvrière *pour les confondre avec elle...* » (c'est nous qui soulignons).

Mais ces constatations ne donnent pas lieu à une réappréciation de l'analyse globale, et n'ont, par conséquent, aucun retentissement sur la définition de la stratégie. L'accroissement du salariat est salué comme un renfort supplémentaire à l'action propre de la

(12) Alors que l'évolution de l'agriculture montre qu'une partie de la paysannerie (les producteurs de lait, par exemple, qui représentent plus de la moitié des agriculteurs) est aujourd'hui livrée pieds et poings liés aux trusts agro-alimentaires et se trouve ainsi amenée à louer sa force de travail bien plutôt qu'elle ne vend ses produits.

(13) *Classes sociales et Union du Peuple de France*. Ed. sociales.

classe ouvrière « proprement dite ». Celle-ci demeure la classe dirigeante dans une vaste alliance (l'Union du Peuple de France) où toutes les autres couches en question, confondues, demeurent subordonnées. Et il est clair que cette conception de l'alliance est intimement liée à la désignation du Parti communiste comme *LE* parti de la classe ouvrière, investi par conséquent d'un rôle privilégié.

Il en résulte que la direction du P.C.F. ne s'est jamais expliquée jusqu'ici sur la façon dont pouvaient se concilier l'Union du Peuple de France sous l'hégémonie de la classe ouvrière et de son parti avec l'Union de la Gauche où l'égalité est reconnue aux partenaires, c'est-à-dire aux organisations politiques responsables. Et c'est pourquoi aussi les dirigeants communistes critiquent âprement la notion de front de classe à laquelle ils reprochent de rassembler pêle-mêle « tous les mécontents ». Alors que c'est au contraire l'Union du Peuple de France, conçue sans critère de classe, qui relève de cette critique.

En refusant de revoir et d'approfondir l'analyse de la société contemporaine et en se cramponnant à son fief pour ne pas mettre en danger le rôle de *parti d'avant-garde* qu'il s'attribue, le P.C. fige sa stratégie dans des moules traditionnels qui ne peuvent plus lui rendre les mêmes services qu'autrefois (14). Car, ce faisant, il a du mal à faire croire à une volonté sincèrement unitaire de sa part. *Une stratégie unitaire ne peut être dans la France d'aujourd'hui que frontiste.* Le Front populaire, jadis, inaugura ce genre de stratégie, mais seulement à l'état d'ébauche. Il ne put le faire que spontanément et empiriquement, d'un côté parce que les conditions n'étaient pas mûres, les modifications sociales pas assez avancées, de l'autre parce que l'analyse de ces modifications n'était pas faite. La S.F.I.O. ne fut donc pas en état de maîtriser cette stratégie. Et parce que le Parti socialiste d'Epinay a été en mesure de la concevoir clairement et de la faire comprendre qu'il est devenu le premier parti de France. Il n'était malheureusement pas en son pouvoir de l'imposer à lui tout seul.

Il faudrait rappeler pour finir que le front de classe, fondement de la stratégie unitaire du P.S., est aussi en prise sur l'objectif visé, c'est-à-dire l'édification d'une société autogestionnaire dans laquelle s'effaceront peu à peu les différences et les hiérarchies entre ceux qui décident et ceux qui exécutent et où toutes les composantes du front de classe se retrouveront aux divers niveaux

(14) Voir à ce propos ce que dit dans son rapport L. Jospin sur la « logique négative » de la stratégie du P.C.

et sur les divers terrains de l'activité nationale en vue de décider et d'œuvrer en commun.

Tout se tient, analyse sociale, stratégie qui en découle, finalité de la stratégie. Front de classe, stratégie d'Union de la Gauche autogestion.

Le Parti communiste, après avoir longtemps combattu l'autogestion vient de se rallier à elle et de déclarer qu'il est son seul véritable défenseur. S'il s'agit pour lui d'autre chose que d'une simple proclamation verbale, il doit comprendre qu'il s'engage ainsi sur une voie qui mène loin. Il lui faudra en effet tirer les conséquences de sa prise de position. Car on ne peut pas plaquer la notion d'autogestion sur une conception hégémonique de la stratégie. On ne peut pas non plus se dire partisan de l'autogestion sans remettre explicitement en question le problème des rapports de production et celui des structures politiques dans les pays de l'Est.

# CONCLUSION

Les socialistes doivent avoir conscience que du débat démocratique qu'ils engagent, et qui n'a rien de commun avec la campagne d'attaques qui a été menée contre eux, le Parti communiste ne veut pas. Ni sa direction, ni ses militants — les socialistes en font chaque jour l'expérience — ne sont prêts en aucune façon à examiner *en commun* des textes comme le rapport de Lionel Jospin à la convention du 29 avril 1978, avec les questions qu'il pose, ou le rapport de Georges Marchais au Comité central du 26 avril, avec les problèmes que, tout autant que les communistes, nous sommes en droit d'y voir transparaître.

Il revient donc aux militants socialistes de porter activement et pratiquement le débat devant l'opinion, partout où ils peuvent être entendus et questionnés, dans des réunions organisées suivies de discussions, sur les lieux de travail et les marchés. C'est dans la mesure où les hommes et les femmes de gauche verront clair dans les événements qu'ils viennent de vivre que les militants communistes seront eux-mêmes amenés à se poser des questions et à réfléchir.

Mais les socialistes doivent savoir que leur capacité à convaincre ne dépend pas seulement de leur connaissance du sujet, de la netteté de leurs explications ni de l'ardeur de leur propre conviction. Elle dépend aussi de lacapacité de tout le parti à jouer son rôle dans l'étape actuelle. Il ne sera écouté et compris que s'il apparaît effectivement comme le parti du front de classe qu'il entend être, implanté dans les entreprises, aux côtés des travailleurs dans leurs luttes, au premier rang du combat contre la droite et son gouvernement.

A ces conditions seulement, sur des bases claires et solides, l'Union de la Gauche pourra redémarrer.

# TABLE DES MATIERES


Avant propos ..... 3

Avertissement ..... 5

Chapitre premier : quelques réflexions préalables .. 9

Chapitre II : soixante années de séparation ..... 17

Chapitre III : qu'est-ce que le stalinisme ? ..... 41

Chapitre IV : le P.C.F. n'est-il plus stalinien ? .... 51

Chapitre V : la stratégie unitaire, Union de la Gauche ou Union du Peuple de France ..... 61

Conclusion ..... 70

Table des matières ..... 71




Coll. Fondation Jean Jaurès

# PUBLICATIONS

## Secrétariat national à la Formation

## 12, cité Malesherbes, 75009 PARIS

Les commandes sont à adresser au S.N. Formation *accompagnées de leur règlement* bancaire ou postal. Les prix indiqués ci-dessous sont des prix à l'exemplaire. Le prix indiqué entre parenthèses vaut pour les commandes supérieures à 100 exemplaires de la même brochure, sauf exception expresse. Port gratuit.

- *Brochure de base*, 3,50 F (3,00 F pour toute commande supérieure à *cinquante* exemplaires)
- *Socialisme et liberté*, de Jaurès, 4,00 F (3,50 F)
- *Discours de Tours*, de Blum, 4,00 F (3,50 F)
- *Féministes français*, de Condorcet à Blum, 5,00 F (4,00 F)
- *Dossier formation n° 1*, « l'action militante sur le terrain, l'animation des sections et fédérations », 5,00 F (4,00 F)
- *Dossier formation n° 2*, « l'identité du P.S. : front de classe, Union de la Gauche, autogestion », 7,00 F (5,00 F)
- *Logement social et cadre de vie*, 4,00 F (3,50 F)
- *Le Programme économique du P.S.*, 3,00 F (2,50 F)
- *Chômage et inflation*, 2e édition, 4,00 F (3,50 F)
- *Le libéralisme sauvage*, 4,00 F (3,50 F)
- *Néostalinisme aux couleurs de la France ou Union de la Gauche*, 6,00 F (5,00 F).

# combat socialiste

PARAIT CHAQUE MOIS

« Combat socialiste » est destiné à tous les militants des sections et groupes d'entreprise, dont il est le lien. Toutes les S.E., tous les G.S.E. doivent y être abonnés et le diffuser.

ABONNEMENT 1 AN

ordinaire : 25 F ; militant : 40 F
Abonnement de soutien : 80 F

Joindre à la demande d'abonnement un titre de paiement à l'ordre de C.E. LOO (C.C.P. PARIS 25 275-28 U) et adresser le tout à **Combat socialiste,** 12, cité Malesherbes, 75009 PARIS.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

# l'unité

l'hebdomadaire du Parti socialiste

paraît le vendredi, 5 F

## ABONNEMENT

Un an : 150 F six mois : 90 F

Les bulletins d'abonnement sont à adresser à l'Unité, 41, boulevard Magenta, 75010 Paris, avec le nom et l'adresse précis de l'abonné, ainsi qu'avec le règlement financier (chèque bancaire, chèque ou virement postal au C.C.P. l'Unité 30349-80 La Source).

Coll Fondation Jean Jaurès

Supplément à « le Poing et la Rose » nº 73. Septembre 1977, C.P.P.P. 53.321.
Directeur de la publication : Pierre Mauroy. Imprimerie L'Avenir Graphique, Paris